

LES LEOPARD 2
NE SONT JAMAIS
TROP CHERS

Six milliards de francs. C'était, dans un premier temps, la facture totale de 420 chars d'assaut Leopard 2. 3,4 milliards, décide le Conseil des Etats à la session d'automne après avoir réduit le nombre des blindés à 380 unités. D'après le rapport Hayek (l'expert en rationalisations), il serait possible d'économiser encore 700 millions. A condition, et c'est la seule certitude dans cette affaire, de les acheter directement au constructeur allemand Krauss-Maffei. Mais les autorités, pourtant si promptes à serrer les cordons de la bourse en d'autres occasions, n'en démordent pas : on construira "suisse". Et pour cause : le consortium Bührle-Contraves empochera le gros morceau.

"C'est pour sauver l'emploi", crient en cœur tous les bourgeois, quelques notables socialistes et le président de la FTMH, Fritz Reimann. On garantirait ainsi 1000 postes de travail pendant huit ans. Curieux ! En 1982, le Conseil fédéral avait promis à tout le monde que les 1200 camions militaires commandés à Saurer sauveraient 550 emplois jusqu'en 1988. Or, à coup d'heures supplémentaires et d'équipes de nuit, la commande sera complètement livrée en 1985 déjà. Fini l'emploi. Les profits, par contre, sont bel et bien garantis. "Avec le Leopard...", rappelle André Reymond, directeur des Charmilles à Genève, "au bout de la chaîne, il y a un acheteur". Sécurité absolue. Contraves peut investir pour ses Leopard car les milliards de la Confédération lui assurent que ces chars ne lui resteront pas sur les bras. Les délices des profits, sans les frissons du risque !

Toute cette affaire — fort enrichissante pour certains — montre qui dirige la Suisse. Les achats d'armement représentent un marché particulièrement intéressant pour le secteur des machines. Pour la seule période 1984-1987, les investissements militaires se monteront à 8,7 milliards de francs. Quoi d'étonnant, dès lors, si les différentes commissions ou groupes d'experts chargés d'élaborer ces projets sont truffés de représentants des entreprises directement concernées. Pour sauver les emplois, bien sûr... !

Face à ce complexe militaro-industriel, l'ensemble de la gauche et du mouvement pacifiste doit opposer un non catégorique. Aux Leopard 2, pour commencer. Mais également à ce qui va suivre. Le blindé allemand n'est en quelque sorte qu'un "hors-d'oeuvre" à peine épicé. Le clair refus des Leopard par le congrès de Saint-Gall du Parti socialiste est un pas positif dans ce sens... si ses députés s'en souviennent au parlement. L'autre échéance sera la votation de l'initiative pour le droit de référendum en matière de crédits militaires. La mainmise des grosses entreprises dans ce domaine — où des milliards sont en jeu — met en évidence, notamment à travers la "saga" des Leopard, la nécessité de cette revendication. Les partis de droite, du reste, la combattront avec virulence. Ceux qui prétendent aujourd'hui qu'une protection efficace de la maternité est financièrement insupportable n'hésitaient pas, il y a quelques mois, à claquer six milliards de francs pour l'achat d'un nouveau char. C'est dire l'urgence d'un contrôle démocratique minimum sur les dépenses d'armement.

La Brèche

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

CRISE ALIMENTAIRE :

DES FAMINES FABRIQUÉES



POLOGNE

Des comités pour les droits
de l'homme

NOUVELLES
PROTESTAS AU CHILI

L'AMIANTE, VOUS CONNAISSEZ ?

Lundi 10 décembre, 20h 15
Hôtel du Lac, 36, rue Basse
GRANDSON

Projection en vidéo du documentaire de la télévision britannique *Alice, un combat pour la vie*. Cette projection sera suivie d'une discussion introduite par :

Robert Lochhead, éditeur du livre *Eternit: Poison et domination*, éditions PSO / Veritas 1983 ; Juliette Cerutti, députée de Grandson ;

Fred-Alain Lehmann, médecin, Yverdon.

Vos témoignages et vos questions nous seront utiles pour poursuivre notre enquête. Vos propositions nous aideront pour agir tous ensemble contre ce danger.

Organisation :

Comité d'action contre les dangers de l'amiante - Nord Vaudois, Juliette Cerutti, Grandson, Nicole Lehmann-Gigon, Yverdon, Gustave Millasson, Yverdon.

Rappelons que derrière l'ancienne usine LIGNAT à Fiez, près de Grandson, abandonnée par ETERNIT en 1981, il y a une décharge sauvage de déchets contenant de l'amiante sous une mince couche de terre dans la forêt.

CAMP DE RÉFUGIÉS À FRIBOURG

La décision du Grand Conseil fribourgeois d'ouvrir un camp pour réfugiés à Bellechasse est honteuse et scandaleuse. Elle va à l'encontre de la tradition humanitaire et chrétienne du canton. Où sont passées les belles paroles prononcées à l'occasion de la visite papale de cet été ?

Fribourg s'aligne ainsi sur d'autres cantons qui ont adopté une politique de dissuasion plutôt que d'accueil. Le choix du Grand Conseil est d'enfermer les réfugiés dans un ghetto et non de promouvoir une politique d'intégration.

L'attitude des autorités ressemble dangereusement à une mise en scène visant à déconsidérer les demandeurs d'asile aux yeux de la population. Il y a d'abord eu l'affaire des Fougères, où le Conseil d'Etat, la police et la Croix-Rouge ont donné à un incident sans gravité un retentissement démesuré. Après une telle déformation des faits, comment s'étonner

si de nombreux Fribourgeois prennent en bloc les réfugiés pour des ingrats et des profiteurs ? Le choix de Bellechasse pour les parquer va dans le même sens : favoriser l'association d'idée entre délinquant et réfugié. Denis Clerc¹ a même lâché le terme de pègre.

La politique du Conseil d'Etat et de la majorité du Grand Conseil n'est rien d'autre qu'une capitulation devant la xénophobie. Pire, elle accentue celle-ci en jetant le discrédit sur les réfugiés. Il est clair désormais qu'on assiste à un démantèlement du droit d'asile, précisément à une époque où les droits de l'homme sont plus que jamais bafoués aux quatre coins du monde. La tradition humanitaire de la Suisse et de notre canton est en train de disparaître sous les coups des xénophobes et devant l'esprit borné et l'électoratisme de bas étage des gouvernants.

Il est pourtant évident que la crise, le chômage, la pénurie de logements bon marché ne sont pas dus aux réfugiés, mais à un système qui obéit aux intérêts des patrons et des spéculateurs. Les profiteurs ne sont pas les quelques réfugiés que l'on qualifie abusivement de faux, mais ceux qui bâtissent leurs fortunes sur l'exploitation de la population laborieuse, qu'elle soit suisse ou d'origine étrangère.

PSO - Fribourg

1. Denis Clerc est conseiller d'Etat socialiste.

Lausanne :

500 PERSONNES CONTRE LE RACISME ET LE PEN !

Jean-Marie Le Pen est donc venu en Suisse, grâce à la gracieuse invitation que le Cercle lausannois de la presse a bien voulu lui faire parvenir. Durant son séjour, il aura montré ses deux visages. Monsieur Le Pen, en costard cravate, enrobant quelque peu ses thèses racistes et autoritaires pour les exposer devant un parterre de plus de 120 journalistes qui semblent bien avoir succombé à "l'hypnose du serpent" ; ou Le Pen, au naturel, accompagné de ses gros bras giffant et expulsant manu militari quelques personnes (dont un député valaisan démocrate-chrétien !) qui ont osé émettre des critiques au cours de l'assemblée publique organisée à Sion par le Renouveau rhodanien. Signalons qu'à cette séance, le conseiller d'Etat Guy Genoud (PDC et député au Parlement fédéral) avait pris place au premier rang de l'auditoire en compagnie, du reste, du directeur du *Nouvelliste*, André Luisier.

Ces méthodes musclées n'auront pas empêché Jean-Marie Le Pen de profiter d'un écho on ne peut plus large au sein de la presse : premières pages, longs articles, photos sous tous les angles. La place n'aura en tout cas pas manqué pour

rendre compte de sa venue. Et même si certains commentaires n'étaient pas sans critiques, la presse a ainsi largement contribué à faire connaître et à populariser en Suisse les idées politiques de Le Pen. Indubitablement, elle lui a conféré une respectabilité et une crédibilité qui sont les prémisses de la banalisation de ses positions fascisantes et racistes.

Mais la venue de Le Pen à Lausanne n'est pas restée sans réponse. Le 26 novembre au soir, c'est plus d'une cinquantaine de personnes qui se sont regroupées devant la grande salle d'Epalinges où le Club de l'Efficiencence avait organisé une soirée pour permettre au chef du Front national de parler publiquement.

Le lendemain, ce sont près de 500 personnes qui ont assisté, dans une salle des Cantons pleine à craquer, à l'assemblée publique organisée pour protester contre la présence de Le Pen. A l'instigation du PSO, c'est l'ensemble de la gauche vaudoise - à l'exception notable du Parti socialiste qui, courageusement, a préféré choisir le silence - qui avait appelé à cette soirée.

Les deux exposés de Henri Noguères, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme et d'Edwy Plenel, journaliste au quotidien *Le Monde*, ont bien mis en évidence la responsabilité et la complicité de la droite dans le développement du Front national en France, ainsi que les réels problèmes économiques et sociaux exploités systématiquement par Le Pen pour distiller la haine raciale et les tentations autoritaires et fascisantes.

La forte affluente à ce meeting démontre la possibilité de réagir massivement contre ceux qui veulent développer, avec ou sans l'aide de Le Pen, le racisme et la xénophobie en Suisse.

correspondant

* * *

SOUTIEN AUX GRÉVISTES BRÉSILIENS

Depuis le 16 septembre, environ 240 000 ouvriers agricoles de la région de Pernambuco (Etat du Nordeste brésilien) sont en grève afin d'obtenir l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Cette grève est le dernier acte d'une lutte qui a commencé en 1980 (accompagnée par l'engagement massif de tueurs à gages par les propriétaires et d'intimidations à tous les niveaux). Les dons récoltés par la solidarité internationale seront affectés à une aide alimentaire aux grévistes et à leurs familles.

Versez vos dons au CCP 80 - 1875, Syndicat FCTA (commerce, transport, alimentation), Birmensdorferstrasse 67, 8036 Zurich, avec la mention "Don pour le Brésil".

un militant FCTA

* * *

Berne :

SUCCÈS PARTIEL DE LA GRÈVE DU KIO

Après huit semaines, la grève des quatre chauffeurs licenciés et de leurs collègues de l'Organisation des malades et invalides KIO de Berne s'est terminée sur un compromis. Il a fallu l'entremise du socialiste Kurt Meyer, de l'exécutif de la Ville, pour arranger finalement cet accord et faire - un peu - céder l'intransigent directeur du KIO. Celui-ci avait embauché, devant la détermination des grévistes, de nouveaux chauffeurs. L'accord final maintient les licenciements et donc l'embauche des "jaunes" - avec indemnités pour les quatre chauffeurs licenciés. Le succès partiel de la grève tient à ce que ces chauffeurs, qui ont un large appui parmi les handicapés, seront subventionnés pour reprendre à leur compte le service des transports qu'ils avaient. Avec leur expérience de lutte et de solidarité, ils devraient réussir.

À PROPOS

AMIANTE - DANGER !

40 000 francs pour que le PSO puisse continuer sa campagne !

Afin de faire connaître les dangers de l'amiante pour la santé, le PSO a publié un livre en trois langues :

ASBEST UND PROFIT :

Ein Konzern verseucht die Umwelt

POISON ET DOMINATION :

Une multinationale de l'amiante

INQUINAMENTO E POTERE :

Una multinazionale dell'amianto

Dans de nombreuses villes suisses le PSO a mené des actions pour faire connaître la problématique de l'amiante.

Le PSO a révélé dans plusieurs cantons des cas concrets d'utilisation de flocages à l'amiante.

Grâce à un travail laborieux de recherche, le PSO a pu établir une première liste de 1000 bâtiments floqués à l'amiante.

Afin d'établir la vérité de ses propos, le PSO a prélevé des échantillons de flocage dans des bâtiments pour les soumettre à des expertises scientifiques. Des membres du PSO ont reçu des amendes pour ce genre d'action.

Grâce aux résultats des recherches du PSO et aux rapports d'expertise, des conférences de presse publiques ont pu être tenues, des tracts distribués et des actions spectaculaires organisées.

Ce travail a porté des fruits utiles à tous. Des mesures commencent à être prises par les autorités contre les dangers de l'amiante. Mais seule la poursuite de l'action tenace du PSO permettra de garantir des résultats définitifs.

Or, pour pouvoir continuer cette action, le PSO a besoin de 40 000 francs immédiatement ! Le PSO n'est financé ni par les patrons, ni par les banques. Il ne peut donc compter que sur la solidarité financière des salariés et des jeunes. Aidez donc le PSO à réunir 40 000 francs pour contrer les dangers de l'amiante ! Nous vous remercions, d'ores et déjà, pour vos dons, qui peuvent être versés aux militants du PSO ou sur le CCP 80 - 44457, SAP/PSO, Zurich avec la mention "Amiante".

* * * * *

LE PEUPLE CHILIEN PEUT ATTENDRE !

Le 16 décembre 1981, le Parti socialiste (PS) déposait au Conseil général de La Chaux-de-Fonds une résolution de protestation contre l'interdiction du syndicat Solidarnosc. L'urgence fut votée le soir même et la résolution passa à l'unanimité et fut transmise à l'ambassade de Pologne.

Reprenant cette idée afin de protester contre le rétablissement de l'état de siège au Chili le 6 novembre, notre camarade Suzanne Loup a déposé une résolution de protestation au Conseil général le 22 novembre. Bien entendu l'urgence s'imposait. Eh bien non, pas pour tout le monde ! Le président (radical) refusant de distribuer des photocopies, les groupes libéral, radical et PS rejetèrent l'urgence... parce qu'ils n'avaient pas le texte de la résolution sous les yeux, seul et unique argument avancé ! Après avoir obtenu que les députés aient connaissance du texte, aucun nouvel argument ne fut avancé par nos courageux démocrates qui avaient interrompu Suzanne Loup par des huées lors de son intervention. Tous les libéraux et les radicaux, avec une majorité de socialistes, votèrent contre l'urgence. Seuls le PSO, le POP-US et trois élus du PS se prononcèrent en faveur de cette déclaration de solidarité.

A quoi sert la majorité de gauche ? Les dirigeants du PS auraient-ils déjà oublié la mort tragique de leur camarade Allende ?

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| EDITORIAL | |
| Les Leopard 2 ne sont jamais trop chers | 1 |
| POLITIQUE | |
| Landis & Gyr : l'aura d'un intouchable | 3 |
| Zoug : les partis gouvernementaux financés par des fondations ? | 3 |
| Bienne : un deuxième siège pour le PSO ! | 8 |
| Congrès du PSS : autant en emporte le vent... | 8 |
| SOCIAL | |
| PSO - Genève : une initiative pour les soins à domicile | 4 |
| Capitalisme et crise | 4 |
| Urbanisme : bilan d'un échec | 5 |
| Métallurgie : le bal des vampires | 5 |
| DOSSIER | |
| Tiers monde et crise alimentaire : des famines fabriquées | 6-7 |
| Soja contre haricot | 7 |
| INTERNATIONAL | |
| CHILI : le siège de l'Etat | 9 |
| COSTA RICA : un pion de la stratégie américaine | 9 |
| YOUgoslavie : répression sur fond de crise économique | 10 |
| POLOGNE : Solidarnosc cherche à s'organiser au grand jour | 10 |
| A ECOUTER | |
| Entretien avec Alex Périence | 11 |
| L'ÉVÈNEMENT | |
| AFRIQUE DU SUD : une grève générale au Transvaal | 12 |

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22.95.47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20.68.02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021 / 23.05.91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Landis & Gyr à Zoug :

Landis & Gyr jouit à Zoug de l'aura d'un intouchable. L'entreprise peut faire ce qu'elle veut, impose partout son point de vue et toute critique est malvenue. Ces dernières années, les trois partis "subventionnés" (radicaux, démo-chrétiens et socialistes) se sont régulièrement tus chaque fois que l'entreprise était mise en cause : au printemps 1982, quand la compensation du renchérissement a été rognée, comme l'an dernier, lorsque l'institut Mc Kinsey a publié son "analyse des coûts", visant à des rationalisations.

Aujourd'hui encore, ces partis se taisent. Landis & Gyr vient d'annoncer un nouveau type de contrat de travail : le "contrat pour auxiliaires temporaires". Ce contrat règle l'embauche rapide de main-d'œuvre lorsque l'entreprise doit faire face à un gros volume de travail. Le boulot terminé, ces travailleurs sont renvoyés chez eux. Le chef du personnel de Landis & Gyr affirme que ce contrat "rencontre beaucoup d'intérêt", notamment chez les femmes. Evidemment, elles trouvent difficilement un emploi stable et l'entreprise en profite ! Cette méthode ouvre la porte à tous les types de contrats courts. Bien des jeunes par exemple, à la recherche d'un emploi, se font engager pour trois mois, avec prolongation éventuelle de trois mois encore. Le patron en tire tout avantage : il peut embaucher

L'aura d'un intouchable

toute force de travail disponible sans avoir besoin de s'en tenir à la Convention collective et en épargnant une partie des prestations sociales.

Sur ces questions, qui touchent directement les travailleurs, ni le Parti socialiste, ni le Parti démocrate-chrétien — et à plus forte raison les radicaux ! — n'ont levé le petit doigt. Ce silence complice est-il acheté par les subventions versées ? (Voir article ci-contre.)

Sur proposition et sous pression de Landis & Gyr, la Ville de Zoug s'est payé un Casino, véritable temple de la culture et de congrès, qui coûte 1000 francs par habitant et dont l'entretien absorbe un demi million par an. Le PSO a été le seul parti à s'y opposer et à plaider pour une Maison du peuple moins coûteuse. Landis & Gyr possède assez de terrains à bâtir pour construire les 400 logements que les citoyens de Zoug ont votés, mais partis gouvernementaux et autorités n'ont exercé aucune pression sur l'entreprise. La Ville cherche des terrains et s'est même permis d'expédier à la fausse adresse de Landis & Gyr sa demande de terrains disponibles ! Pendant ce temps, les familles qui possèdent Landis & Gyr ont le droit de payer moins d'impôts qu'une application stricte de la loi pourrait l'exiger. On pourrait multiplier les exemples. Cette mansuétude des autorités est-elle "payée en retour" par les versements de la Fondation Landis & Gyr ? En tout cas, ces prétendus "dons" aux partis politiques reviennent, somme toute, à un placement fort rentable pour l'entreprise !

Ainsi va la "démocratie suisse" — c'est-à-dire bourgeoise. Dans une petite ville comme Zoug, où les rapports personnels sont plus visibles, ces liens étroits entre l'industrie et l'Etat paraissent plus criants. Qu'on se souvienne de l'affaire Savro en Valais. Mais dans les grandes villes et de manière générale, le constat est le même et ce cas zougais est de la même veine que le scandale Flick qui secoue l'Allemagne fédérale. Partout, les maîtres-chanteurs du "moins d'Etat" sont ceux qui tirent toutes les ficelles des "affaires publiques" — et se sucent souvent au passage ! La presse romande a fait de gros titres sur le Parti du Travail, "financé par le KGB" aux dires de l'ex-ambassadeur soviétique Polianski. A quand les gros titres sur la démocratie bourgeoise helvétique, ses fondations privées et autres bailleurs de fonds ?

B. Bollinger et J. Lang

Main basse sur la ville de Zoug :

LES PARTIS GOUVERNEMENTAUX FINANCÉS PAR DES FONDATIONS?



Marc Rich, sans souci en Suisse.

Depuis sa création en 1971, la Fondation Landis & Gyr a alloué 20 000 francs par an aux trois partis gouvernementaux de Zoug, démocrate-chrétien (PDC), radical (PRD) et socialiste (PS). Son rapport interne d'activités pour 1982-1983 — tombé dans les mains de notre journal alémanique *Bresche* — explique que ces sommes ont été réparties "selon la force des fractions au Grand Conseil". Ainsi, le PDC a dû toucher quelque 130 000 francs, le PRD 100 000 francs et le PS 30 000 francs de la célèbre entreprise de la métallurgie zougaise. Le même rapport précise que ces dons visent à "cultiver discrètement la renommée de l'entreprise grâce à une partie des activités de la Fondation". Cet article a été rédigé par Bruno Bollinger, licencié en 1976 de Landis & Gyr pour motifs syndicaux, et Jo Lang, conseiller municipal du PSO/SAP à Zoug.

dans le cadre des trois objectifs définis par ses statuts : la science, les œuvres charitables et la culture."

Les partis concernés se sont bien gardés d'adresser à leur donateur des remerciements publics — ils ont tout fait en revanche pour s'en montrer dignes ! La majorité des membres du PDC, du PRD et du PS ignorent tout de ces "dons" et l'information, pourtant non négligeable, n'a même pas dû parvenir à l'oreille de la plupart de leurs responsables. Ils devraient pourtant s'être aperçus que les faibles cotisations et les ridicules jetons de présence ne suffisent pas à financer les coûteuses campagnes électorales.

Le rapport interne d'activités que nous publions, daté d'août 1983, est ici beaucoup plus explicite. Au chapitre des dépenses, on apprend que les "contributions diverses" constituent le plus gros poste, qui n'est même pas mentionné dans la belle brochure sur papier glacé. Or c'est justement à ce poste qu'on retrouve les versements aux partis politiques; ils forment même le plus gros morceau de cette rubrique.

Et les autres fondations ?

Zoug compte bien d'autres fondations qui savent sans doute aussi "cultiver discrètement la renommée de l'entreprise" — celle de Marc Rich par exemple. Le PDC et le PRD lui gardent une fidélité touchante et le PS, partenaire gouvernemental, couvre cette politique de son silence : il n'a pas encore pris position sur l'affaire Marc Rich, à la surprise de bien de ses militants ! La question est donc posée : les partis gouvernementaux touchent-ils aussi des subsides de Marc Rich ? Pour notre part, nous avons des indices (pas encore des preuves, à la différence du cas Landis & Gyr) qu'une banque zougaise et les Forces Motrices de Zoug ont soutenu ou soutiennent les mêmes partis. La liste des fondations et entreprises donatrices va-t-elle encore s'allonger ? Le PDC, le PRD et le PS ont-ils touché pour 1984 les 20 000 francs de la Fondation Landis & Gyr, avec peut-être une adaptation au renchérissement ?

Le *Tages-Anzeiger* du 3 novembre posait, à propos de l'affaire Marc Rich, la question suivante : "Y a-t-il quelque chose de pourri à Zoug ?" Notre réponse est claire : beaucoup !

B. Bollinger et J. Lang

Stiftung
LANDIS & GYR
ZUG

TÄTIGKEITSBERICHT 1982/83

1. Beiträge 1982/83
Im Verlaufe des Geschäftsjahres 1982/83 hat die Stiftung Landis & Gyr total Fr. 424'340.75 ausgegeben. Diese Aufwendungen verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Bereiche:

| Bereich | Betrag |
|---|---------------|
| Diverse Beiträge | Fr. 20'000.-- |
| Politische Parteien | Fr. 15'000.-- |
| Zuger Kunstgesellschaft, Ausstellung Steine | Fr. 5'000.-- |
| Kunstgesellschaft Luzern, Ausstellung | |

Diverse Beiträge
Die Stiftung gewährt seit ihrer Gründung den grossen politischen Kantonsparteien (FDP, CVP, SP) einen Beitrag von Fr. 20'000.--, der nach der Fraktionsstärke im Kantonsrat aufgeteilt wird.

Les publications officielles de la Fondation Landis & Gyr, notamment la brochure sur papier glacé éditée voici trois ans pour "Les dix ans de la Fondation Landis & Gyr, Zoug", ne pipent évidemment pas mot de ces versements. Cette brochure rappelle les buts de la Fondation : "soutenir et encourager les activités scientifiques, caritatives et culturelles". Les activités politiques ne figurent pas sur la liste de ces donations. Faut-il faire figurer ces dons au poste des "œuvres charitables" ou des "contributions culturelles diverses" ? Un comptable du PSO classerait toute cette coterie attardée du gouvernement sous la rubrique : "conservation des monuments".

Des "contributions diverses"

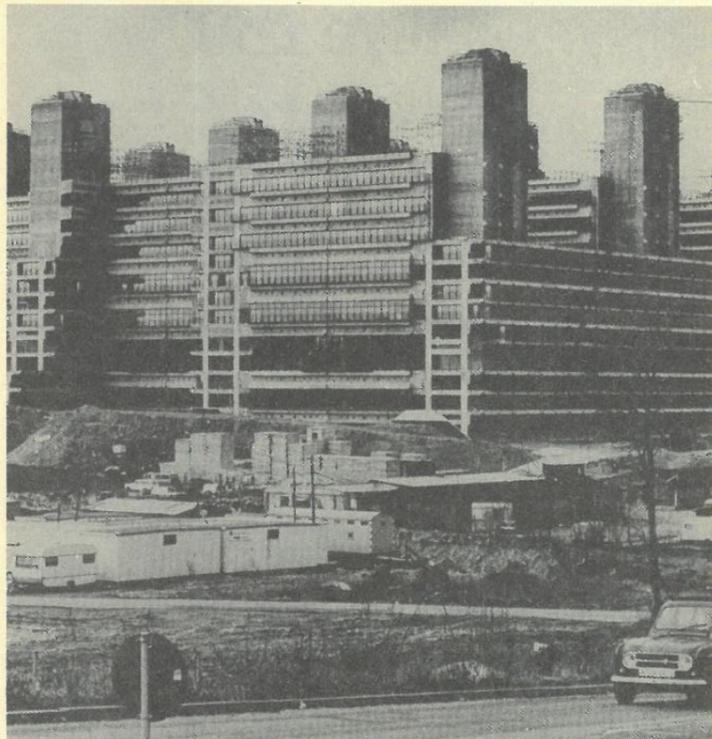
Il est fort probable que ces dons aux partis politiques violent les statuts de la Fondation. La brochure mentionnée ne cache pas que la Fondation pourrait opérer des versements "détournés" lorsqu'elle explique : "(La Fondation) exerce son mécénat privé en toute liberté,

1971 :
la Fondation Landis & Gyr est créée.
But :
soutien et encouragement aux activités scientifiques, caritatives et culturelles.
Capital :
7,5 millions de francs (augmenté à 10 millions en 1979).
Organe :
Conseil de fondation
Gottfried Straub-Gyr, président
Dr Andreas C. Brunner-Gyr
Suzanne Mijnsen-Gyr
Ernst Mühleemann (jusqu'en mars 82)
Markus Knobell (depuis nov. 1980).

Initiative cantonale du PSO-Genève :

POUR LES SOINS À DOMICILE

On ne cesse de parler de "l'explosion des coûts de la santé". Mais la plupart des remèdes proposés touchent le financement et non l'organisation des soins. En proposant une initiative pour améliorer les soins à domicile, le PSO de Genève veut montrer la voie d'une autre politique de la santé publique qui permette une médecine plus humaine et une meilleure utilisation de l'argent investi dans le secteur de la santé.



Un hôpital en construction, à Aachen (RFA) : une médecine à dimension humaine ?

"L'explosion des coûts" de la santé est, d'ailleurs, une image volontairement faussée. Les coûts globaux de la santé n'ont guère augmenté ces dernières années. En re-

vanche, les cotisations aux caisses-maladie se sont accrues : en coupant les subventions publiques aux caisses-maladie et surtout les subventions cantonales aux établisse-

Les services existants

800 personnes environ travaillent actuellement à Genève dans les services de soins et d'aide à domicile. La majorité sont des services sans but lucratif. Le Service des soins infirmiers à domicile assure toute une gamme de soins dans 19 centres médico-sociaux avec 160 infirmières et aides. Le Service d'aide ménagère au foyer regroupe 425 aides dans 24 secteurs géographiques pour aider au ménage, aux commissions. La Ville de Genève y ajoute 125 aides ménagères. Le Service d'aide familiale, vague coordination de neuf services regroupant 82 personnes qualifiées, assume l'ensemble des charges (ménage, éducation, etc.) des parents, surtout des mères, en cas d'hospitalisation. Enfin, cinq foyers de jour sont ouverts, avec animateurs, aux personnes âgées.

Ces services représentent une dépense annuelle d'environ 30 millions de francs (dont 20 couverts par l'Etat), 3 o/o seulement des dépenses de santé du canton. L'écart entre ces prestations et les besoins est pourtant très grand, notamment pour les personnes âgées qui ne peuvent rester seules chez elles et n'ont plus que le choix entre une pension ou l'hôpital. Notre initiative veut coordonner ces services et les améliorer, notamment par des subventions accrues de l'Etat.

ments hospitaliers et en laissant se multiplier les frais d'une médecine

privée payée à l'acte, les autorités ont reporté le coût sur les caisses-maladie et donc les assurés. A Genève, les cotisations ont presque doublé en trois ans. Les initiatives fédérales en cours — notamment du Parti socialiste — sur l'assurance maladie veulent contrecarrer cette tendance en renforçant la participation patronale et celle des pouvoirs publics. Nous la soutenons, mais ces mesures ne permettent ni une humanisation du système des soins, ni la maîtrise des coûts de la santé.

La population vieillit

La population au-dessus de 65 ans (13 o/o de la population à Genève) est "responsable" de 50 o/o des journées d'hospitalisation et d'environ un tiers des coûts de la santé. Le nombre des personnes du quatrième âge, celles au-dessus de 80 ans, a doublé lors des dix dernières années, évolution qui ira en s'accroissant. "Si on ne favorise pas le maintien à domicile des personnes âgées, il faudra créer d'ici à 2030 autant de places en milieu hospitalier qu'il en existe actuellement (...). Le placement en institution coûte à peu près trois fois plus cher que le maintien à domicile." (Professeur Gilliland, *Le Courrier*, 7 novembre 1984) Les besoins de ces gens sont principalement d'ordre médico-social : ménage, commissions, repas à domicile, hygiène, soins infirmiers, éducation pour la santé, etc., c'est-à-dire les différents aspects de l'aide à domicile. La politique de l'Etat par contre va dans un sens diamétralement opposé. Elle renforce le secteur hospitalier dont les coûts, exprimés par rapport au Produit cantonal brut, ont

crû de 3 o/o en 1975 à 4,3 o/o en 1983. L'inadéquation entre les besoins et l'offre saute aux yeux. Il est temps de changer cette politique.

Le coût du médecin

Genève compte un médecin pour 449 habitants (moyenne suisse 1 pour 753 habitants). Cette forte densité médicale se traduit par une médecine ambulatoire plus chère qu'ailleurs. En 1983, le coût moyen d'une feuille de maladie était de 211 francs à Genève, 182 francs à Zurich, 158 francs dans le canton de Vaud, 148 francs en moyenne suisse. A Genève, les caisses-maladie ont versé 158 000 francs par médecin en 1976 et 231 000 en 1982. Le nouveau tarif établi par le conseiller d'Etat "libéral" Werner, un médecin, a fait monter les prix. Un médecin qui voit 25 patients par jour et ne facture que le minimum encaisse 900 francs en fin de journée.

Contre cette médecine à l'acte, souvent très technique et qui ne prend pas le temps de répondre aux aspects sociaux de la maladie et de la vieillesse, l'initiative veut développer les soins et l'aide à domicile grâce à des centres médico-sociaux de quartier et un personnel soignant qualifié.

Le sens de l'initiative

Même si ces constats sont partiellement reconnus, les soins à domicile, surtout vus par les bourgeois, sont conçus comme une affaire privée : à charge des personnes et d'organismes privés. Une fois encore, le slogan de la "responsabilité individuelle" vise à faire porter les coûts à l'assuré. Notre initiative va exactement en sens contraire. Elle demande :

- * des subventions accrues pour renforcer les services d'aide à domicile existants. Ces derniers, grâce aux subventions, pourront offrir : des soins et de l'aide le soir, le week-end et, au besoin, la nuit. Ils pourront également développer une activité préventive dans le sens d'une éducation pour la santé ;
- * une meilleure coordination de ses différents services dans le cadre des centres médico-sociaux qui ne sont actuellement utilisés que par les infirmières.

Le PSO a soumis ce projet à toutes les organisations et personnes intéressées, pour un lancement large. Une première réunion se tiendra le 13 décembre (20h15, Café des Banques). A bientôt la suite, donc !

Andreas Saurer

Pour toute information, le PSO tient à disposition un dossier détaillé : case postale 858, 1211 Genève 3, ou : 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève. Tél. (022) 20 68 02.

* CAPITALISME ET CRISE *

LES PAUVRES CONÇUS PAR LE CAPITAL

Les applaudissements à l'élection de Reagan ne s'étaient pas encore calmés que deux documents publiés aux Etats-Unis éclairaient d'un autre jour cette Amérique "de l'initiative privée et du libéralisme" portée à la boutonnrière par le dernier des élus radicaux helvétiques.

Un sondage d'opinion organisé par la chaîne de télévision CBS-NEWS et le *New York Times* indique que 49 o/o des personnes interrogées pensent que le gouvernement élu est "dirigé par une minorité de gros intérêts qui n'ont d'attention que pour eux-mêmes" (*International Herald Tribune*, 20 novembre 1984). A la lumière de ce que vient de déclarer la hiérarchie catholique américaine, ce 49 o/o semble posséder plus de pertinence que bien des politologues qui sévissent dans la presse.

En effet, les évêques américains, ayant sagement attendu que les élections soient passées, ont pondu un document sur la situation sociale aux Etats-Unis. Ils constatent que les

injustices et inégalités "violent le critère minimum à établir en matière de justice sociale". Ils dénoncent "le mythe (qui) continue d'être propagé que le pays est poussé à la faillite par des programmes sociaux qui ne représentent pourtant que 10 o/o du budget fédéral". Ils ne révèlent en fait rien qui n'ait été connu auparavant. Mais ils diffusent largement ces informations. La hiérarchie catholique se montre inquiète des conséquences potentielles d'un accroissement, à un rythme aussi rapide que durant ces quatre dernières années, de la misère, du chômage, etc. Elle prône un nouveau "New Deal", un nouvel accord social et national, afin d'éviter des heurts de classes.

Le même souci existe dans les milieux bourgeois "éclairés". Selon Robert G. Kaiser, éditeur associé du *Washington Post* : "Plus de 40 millions d'Américains vivent dans des familles ayant un revenu inférieur à 10 000 dollars par année." Or, "une famille vivant en ville avait besoin

en 1981 de 15 323 dollars annuellement pour garantir un bas niveau de vie. Dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, un enfant sur quatre vit dans la pauvreté. (...) Environ la moitié des travailleurs adultes noirs dans ce pays — 46 o/o — ne disposent pas d'un emploi, quand les sans-logis et les découragés sont additionnés aux chômeurs "traditionnels." "Les 40 o/o plus pauvres de la population (c'est-à-dire les 100 millions d'Américains les plus pauvres) (...) ont souffert une baisse continue de leur revenu durant les cinq dernières années. Le pays effectivement a changé : les pauvres sont devenus plus pauvres, les riches plus riches." (*International Herald Tribune*, 13 et 14 novembre 1984) Selon les statistiques officielles, le taux de pauvreté a passé de 11,7 o/o à 15,2 o/o de la population. Kaiser souligne que parmi ceux qui gonflent les rangs des pauvres on trouve de plus en plus des femmes ayant seules la responsabilité d'une famille : "35,7 o/o de toutes les familles diri-

gées par une femme vivent dans la pauvreté". Chômage disproportionné et bas salaires sont parmi les facteurs qui expliquent cela.

Or Reagan s'apprete à effectuer de nouvelles coupes sombres dans les dépenses sociales. Les effets sur l'emploi du ralentissement économique en cours vont se faire sentir brutalement. Dès lors, il sera plus difficile à Michael Novak — qui a rédigé un texte alternatif aux évêques au nom des catholiques qui marient l'hostie et le profit — de continuer à expliquer : "Si la question est de savoir comment aider les pauvres, alors le capitalisme a été conçu afin de répondre à cette question." (*Business Week*, 12 novembre 1984) La faillite du système capitaliste ne peut apparaître plus clairement qu'au travers de la coexistence honteuse de besoins non satisfaits (les pauvres) et de ressources (les travailleurs mis au chômage) qui ne peuvent être utilisées, car la rentabilité du capital s'y oppose. Burke



Urbanisme à Lausanne :

BILAN D'UN ÉCHEC

Les 27 et 28 octobre derniers, les Lausannois(es) ont voté à une large majorité en faveur du plan de quartier Jumelles-Terreaux. Un comité d'opposition avait lancé le référendum, avec le soutien du PSO local, contre ce projet. En lui-même, ce vote n'a qu'un intérêt local. Les enseignements que l'on peut en tirer peuvent cependant servir en d'autres circonstances.

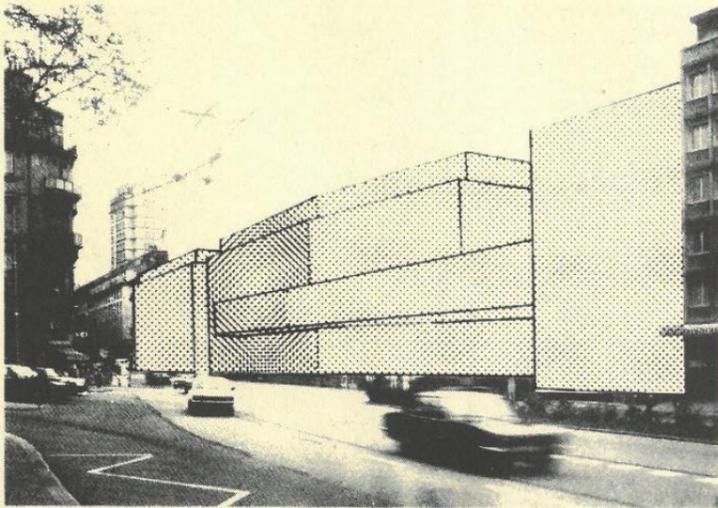
Au départ, il semblait facile de remporter la votation. Depuis des années, les Lausannois sont mécontents de l'urbanisme officiel au centre-ville. Divers aménagements publics (Riponne, Saint-François) les ont irrités. Deux votations populaires récentes ont abouti au rejet massif de plans de quartier situés au centre-ville. L'un concernait une extension de la SBS (Société de Banque Suisse) impliquant la démolition d'un ensemble d'immeubles anciens, assez prestigieux. L'autre proposait la démolition d'un immeuble ancien de la vieille ville, comportant des logements spacieux et bon marché, et son remplacement par un bâtiment neuf aux loyers plus élevés.

Le "cas" Jumelles-Terreaux

Le plan de quartier Jumelles-Terreaux ne se distingue pas des deux autres projets rejetés en votation populaire. Il se situe aussi au centre-ville et exige la démolition d'un ensemble immobilier ancien,

comprenant des logements et locaux artisanaux bon marché, mal entretenus mais en bon état, et leur remplacement par un garage collectif, un très grand centre commercial et un nombre légèrement supérieur d'appartements plus chers. La valeur architecturale des bâtiments existants n'est pas évidente, mais la masse qui les remplacera est gigantesque et entraînera une modification profonde et brutale du visage urbain. Il ne s'agit en fait que du premier maillon d'une chaîne d'autres plans de quartier qui, en cas d'acceptation, conduiraient à la démolition et à la restructuration totale d'un tiers environ du centre urbain de Lausanne. Le but avoué des autorités lausannoises est d'empêcher par ce remue-ménage l'exode des habitants et des emplois en direction des communes périphériques de l'agglomération.

Avec sa densité excessive et les conséquences négatives qui en découlent pour l'environnement urbain et les transports, le plan de



Le plan d'extension des Jumelles-Terreaux.

quartier Jumelles-Terreaux montre de façon exemplaire que l'urbanisme lausannois poursuit prioritairement un objectif fiscal en reléguant les problèmes d'aménagement et de cadre de vie au deuxième plan. Le rôle déterminant joué par le promoteur immobilier d'outre-Sarine Kleinert et la Migros indique de quelle manière les autorités lausannoises acceptent, pour réaliser leurs objectifs, de livrer la ville aux promoteurs immobiliers les plus agressifs.

Les moyens des promoteurs

Durant les trois semaines précédant le vote, les journaux lausannois furent littéralement envahis par la publicité en faveur du plan. Les autorités, le chef du service de l'urbanisme et la Migros ont envoyé des lettres personnelles à tous les habitants de la commune. Les employés de la Migros ont été obligés de porter un badge invitant les gens à voter oui au projet des promoteurs.

Sans difficultés, les tenants du plan d'extension des Jumelles-Terreaux ont pu imposer leurs thèmes et leurs arguments: "Le projet prévu remplacera des taudis par du neuf, créera des emplois à la pelle, des logements en sur-

nombre pas trop chers et une animation commerciale salutaire."

Face à cette campagne massive, les opposants en étaient réduits à réfuter la démagogie de ces affirmations, sans avoir les moyens matériels de se faire entendre. En effet, jamais ils ne disposèrent de l'impressionnant arsenal publicitaire des promoteurs. Ainsi de nombreux citoyens furent finalement désorientés face à l'enjeu de la votation, ne sachant plus quoi voter.

Seuls les convaincus se rendirent aux urnes et parmi eux surtout les commerçants, persuadés que le nouveau centre commercial leur apporterait des clients. Les amis politiques de la majorité communale bourgeoise firent de même. Ils se rendaient bien compte qu'un troisième camouflet en la matière aurait engendré une crise de confiance générale des milieux économiques à l'égard du pouvoir politique local en place.

Cette différence massive dans les moyens de propagande pose du reste un problème général lors de votations sur des projets d'urbanisme. Lorsque l'enjeu atteint, pour les promoteurs, des millions de francs, ils sont évidemment prêts à "investir" des centaines de milliers de francs dans une campagne de

votation. En général, ce genre d'investissement est rentable. Par contre, les comités d'opposants ne jouissent en aucune mesure de moyens comparables.

Des arguments simples et des propositions alternatives

Pour s'imposer dans des conditions aussi défavorables, les opposants doivent avancer des arguments simples. Aux Jumelles-Terreaux, au contraire, les adversaires du projet se sont laissés entraîner dans des démonstrations compliquées, voire discutables. Après coup on peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu axer la campagne sur le fait, simple et évident, que la Municipalité est en train de livrer la ville aux spéculateurs immobiliers et à la Migros.

Pour contrer la propagande de ces derniers, il est en outre indispensable de promouvoir des projets alternatifs, élaborés avec la même précision que ceux des promoteurs, sauf peut-être dans de rares cas où la conservation des bâtiments existants s'impose d'elle-même. Par ailleurs, le débat autour du projet Jumelles-Terreaux ne s'est pas élargi au problème de l'urbanisme lausannois en général. Les promoteurs ont tout fait pour limiter la discussion à ce projet controversé. Mais les positions des opposants sur l'ensemble du problème sont restées trop vagues.

Développer dans ce domaine un débat public large exige un travail de longue haleine. Dans les années soixante-dix, ce travail avait été fourni avec un certain succès par le Groupe Action Urbanisme (GAU). Celui-ci a malheureusement disparu alors que la politique d'urbanisme actuelle des autorités lausannoises exigerait des réponses plus globales. Le redéveloppement de ce travail et son orientation sur des thèmes simples — tels les prix des loyers, les démolitions abusives, le bruit, la pollution, les dangers occasionnés par la circulation dans les rues ou les carences des transports en commun — constituent les préconditions pour remporter de nouveaux succès en la matière.

Faucher

Métallurgie genevoise :

Le bal des vampires

La SIP (Société Genevoise d'Instruments de Physique) a été sacrée par les banques championne suisse toutes catégories du licenciement pour l'année écoulée. Ceci n'a pas laissé Paul Castella (patron de DIXI, Le Locle) indifférent: il a pris le contrôle de l'entreprise (avec 25 o/o du capital). En préparation: une restructuration de choc! Et pendant ce temps, les "grandes familles" d'actionnaires qui ont amené la SIP au bord du gouffre réalisent leurs projets immobiliers: vente, morceau par morceau, à des prix spéculatifs, des terrains en ville. L'Etat ferme les yeux: "Il a renoncé à prendre des mesures d'aménagement du territoire pour aider la SIP à alléger ses charges financières..." (lettre de novembre 1982).

Hispano vient d'annoncer sa fermeture définitive. En mars, on parlait encore de "bon espoir" de sauver les 150 emplois restants. Il est vrai que l'entreprise venait juste de vider 300 travailleurs. On attend les projets immobiliers gardés pour le moment "top secret"!

Les Ateliers des Charmilles ont une longueur d'avance: ils promettent des logements sociaux à la pelle (par promoteurs et presse interposés). Autant de pressions politiques pour obtenir le déclassement de leur zone industrielle. A la clé, une très grosse plus-value foncière.

L'Etat conditionne son accord à la garantie de la construction d'une nouvelle usine à Genève (on attend toujours). Les Charmilles pleurent misère: il en va du maintien des emplois, l'affaire immobilière est urgente pour renflouer les activités industrielles... Un mauvais coup en perspective!

TAREX licencie 37 travailleurs. Il en restera donc à peine 100 dans une usine construite pour environ 450 personnes. Le groupe propriétaire (la TAG du financier séoudien Ojjeh) n'a pas encore abattu son jeu. Il est certes utile de maintenir

à bout de bras une petite activité industrielle sur sol genevois pour obtenir la compréhension des autorités dans d'autres domaines autrement plus lucratifs... Mais à quel prix? et jusqu'à quand? 100 emplois dépendent encore de cet imbroglio mystérieux.

Pour une réponse globale

Le bal des vampires se poursuit donc avec la complicité des industriels qui lèvent le pied, des banquiers, des requins de l'immobilier, et du fossoyeur Borner (conseiller d'Etat radical responsable de l'Economie publique). On attend toujours une réplique du mouvement ouvrier à la hauteur de l'enjeu.

Le PSO est aujourd'hui le seul parti à proposer une réponse globale: créer une régie publique bénéficiant des terrains industriels en friche, afin de faire fructifier dans l'intérêt des travailleurs le capital humain et technique dilapidé par l'économie privée.

J. Borgeaud



PRÉPARER UNE FAMINE

La famine s'abat aujourd'hui sur quelque six millions d'Éthiopiens, dont un million est menacé immédiatement de mort. La presse insiste sur la nécessité d'agir vite. Or, un scandale, caché honteusement par les médias helvétiques, doit être dénoncé : le boycottage de l'Éthiopie durant deux ans par les pays impérialistes. L'arme alimentaire tue en silence. En effet, le gouvernement éthiopien, dès l'automne 1982, réclame une aide immédiate pour faire face à une crise brutale, partiellement induite par la sécheresse agüe de 1982. Rien ne fut entrepris.

Les États-Unis et leurs alliés voulaient "donner une leçon" au "gouvernement marxiste" éthiopien, trop lié à l'URSS selon les goûts de Washington. Ainsi, Jack Sheperd, chercheur de la Fondation Carnegie et peu susceptible de complaisance pour le régime de Mengistu ou pour Moscou, affirme : "Au début de l'automne 1982, le gouvernement (éthiopien) a lancé un appel international en direction des principaux donateurs (qui se font, pour l'essentiel, payer! - A.U.) de produits alimentaires, y compris les États-Unis, indiquant que quelque deux millions d'Éthiopiens avaient besoin d'une aide immédiate. Jusqu'au mois de juillet 1983, l'administration a ignoré cet appel." (*International Herald Tribune*, 19 novembre 1984) Mieux, Washington avait rayé l'Éthiopie de la liste des pays africains susceptibles de recevoir une aide alimentaire rapide.

Ce n'est qu'à la fin de 1983 que se met en marche le lent processus administratif pour l'allocation des "aides d'urgence" (sic). Un des grands hebdomadaires américains, *Newsweek*, ne peut taire le nom des responsables de cette affaire criminelle : "Les experts insistent sur le fait que la famine est prévisible, que l'on peut donc la maîtriser et même que l'on peut l'empêcher. Mais pas cette fois. Les premières mises en garde d'un désastre imminent, exprimées il y a deux ans, furent largement ignorées par les gouvernements occidentaux, les organismes d'aide, les médias." (26 novembre 1984)

L'aveu ne peut être plus explicite. Il y a eu un choix délibéré de laisser se développer cette situation de rareté extrême de biens alimentaires. Washington avait prévu : la formation de ces camps de réfugiés où viennent mourir lentement, filmés, des milliers de paysans et paysannes, d'enfants!

UNE CATASTROPHE NATURELLEMENT SOCIALE

La famine — qui augmente brusquement la mortalité des populations concernées — frappe aujourd'hui de plein fouet cinq pays d'Afrique : Éthiopie, Tchad, Mali, Mauritanie et Mozambique. Cependant vingt et un pays africains sont menacés par des "pénuries alimentaires" graves, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et la faim (FAO). Cette situation nous vaut le déversement de poncifs trompeurs dans la presse.

Certes, sécheresses et mutations écologiques interviennent comme facteurs expliquant une diminution très forte, plus ou moins soudaine, de biens alimentaires disponibles pour une partie de la population. Mais, la perfidie des explications qui s'arrêtent là est manifeste. Ces catastrophes naturelles n'ont pas obligatoirement des conséquences "naturelles", mécaniques. Cela dépend du contexte socio-économique, politique, historique dans lequel elles s'insèrent.

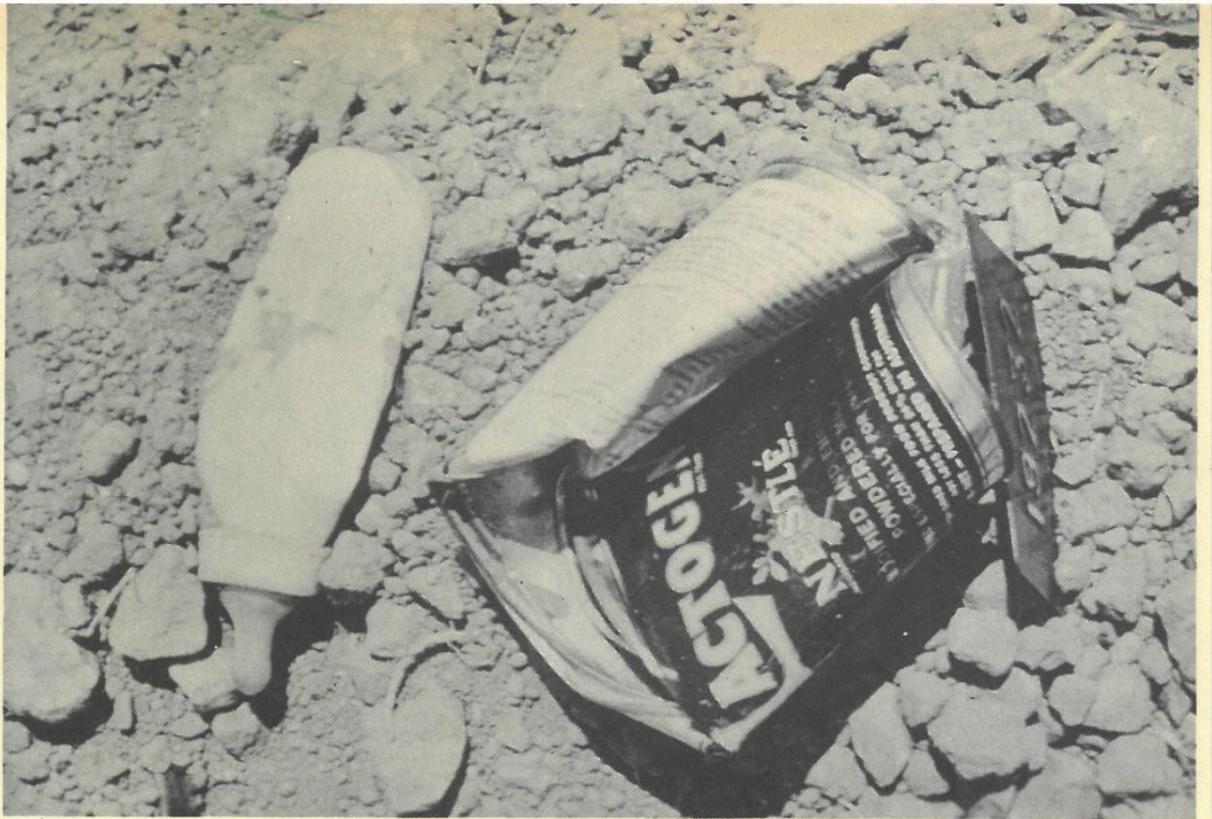
Leurs effets peuvent être amplifiés ou réduits, selon les rapports sociaux existant dans le pays, selon les mesures prises. Par exemple, des travaux d'infrastructure élémentaires peuvent être entrepris, ou non. Un spécialiste reconnaît à propos de la région du Sahel : "Il faudrait plus de pompes et creuser des puits, même si le désert est déjà en marche. Une irrigation, même à petite échelle, pourrait fournir une simple nourriture de subsistance." (*Libération*, 12 novembre 1984). Mais ce type d'investissements dépend de priorités liées au genre de développement économique et agricole décidé, plus ou moins conjointement, par l'impérialisme et les classes dominantes des pays dépendants.

En outre, les crises climatiques (sécheresse...) développent leurs résultats présents visibles, dans la mesure où ces populations, dans les années antérieures, ont connu une modification dans leurs revenus : baisse des réserves en nature (bétail, greniers) ou en argent. Or, qui a continué de prélever impôts et taxes sur le dos de ces paysans? Quel est l'importance des intérêts payés pour des prêts usuraires? Et ceci en faveur de qui et dans quel but économique? Voilà des questions dont les réponses expliqueraient une partie des conséquences de la sécheresse présente.

Christine Messiant, étudiant la famine des années soixante-dix au Sahel écrit : "Pour avoir de l'argent afin de se procurer de quoi manger, les paysans les plus pauvres, déjà endettés avant la sécheresse, ont dû mettre en gage ou vendre leurs terres, rachetées par les gros agriculteurs, et surtout les commerçants. Comme les éleveurs, ils ont tout perdu et ils s'entassent avec eux dans les camps de réfugiés."¹

Un autre mécanisme doit aussi être mis à nu. La famine dépend de la distribution de la nourriture et non pas du manque en tant que tel de nourriture. A l'échelle mondiale, c'est éclatant pour tout un chacun, tant sont nombreuses les récriminations des gouvernements impérialistes contre les coûts élevés des stockages de biens alimentaires ou contre les primes à allouer aux gros paysans capitalistes pour limiter les surfaces cultivées.

Mais cette question cruciale de la distribution existe aussi dans les pays touchés par une "catastrophe naturelle". Dans un remarquable livre consacré aux famines des années



Tiers monde et crise alimentaire :

DES FAMINES FABRIQUÉES

"Partout, le spectacle de l'extrême misère", titre *Le Matin*. L'article est consacré à la famine qui ronge l'Éthiopie et d'autres pays africains. La faim est offerte en spectacle, à la TV et sur le papier glacé des grands illustrés. Le message est transparent. Ces catastrophes naturelles, chers lecteurs, sont effrayantes! Mais, au fond, c'est une histoire de pluie et de beau temps. Faites un effort pour ceux que Dieu arrose moins que nous. Tout le monde ne peut pas vivre sous sa protection et celle de Nestlé Alimentana SA. Versez votre obole, vous n'en mesurerez que mieux votre bonheur... suisse.

Mais, à la vue de ces images bouleversantes, quelques questions s'imposent dans la tête des lecteurs et des téléspectateurs. Comment se fait-il que cette aide, décrite comme si urgente, n'ait pas été envoyée précédemment? Comment est-il possible que la famine et la sous-nutrition puissent prendre une telle ampleur dans un monde où cette même presse annonçait, il y a peu, l'importance des surplus agricoles ou la nécessité de limiter la production de blé, de lait...? Ces interrogations sont plus que légitimes.

soixante-dix dans le monde, Amartya Sen remarque : "Les pays du Sahel (Mauritanie, Sénégal, Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad) disposaient (au début des années soixante-dix) de suffisamment de nourriture dans leurs propres frontières pour prévenir la famine, si la nourriture avait été répartie de façon égalitaire."²

Mais, en économie capitaliste, la répartition de la nourriture est directement fonction du pouvoir d'achat des individus. Or, les paysans pauvres, ne disposant pas de revenu (terre, bétail) et étant incapables de vendre leur force de travail contre un salaire minimum de subsistance, n'ont pas eu droit à la répartition de la nourriture! Les lois du marché et les impératifs du profit (très spéculatif, dans ces occasions) ne reconnaissent pas comme un droit démocratique celui d'"avoir le ventre plein".

COUPABLE : TRADITION OU MODERNISATION ?

Plus d'une fois, ces famines sont présentées comme le résultat de la nature "archaïque" de ces sociétés, du maintien de leurs structures traditionnelles, peu favorable à une hausse de la productivité dans l'agriculture. Evidemment on ne pose pas la question : une productivité en hausse en faveur de qui? à quel prix social? pour quel produit?

Sans tomber dans la mythologie des "beaux équilibres d'antan", il faut se rendre à l'évidence que les crises alimen-

taires — et y compris les famines — sont étroitement liées aux changements imposés par la pénétration capitaliste dans l'agriculture des pays du "tiers monde", d'abord sous la houlette du colonialisme, puis de l'impérialisme.

Premièrement, les crises alimentaires — et parfois des famines, comme au Brésil — frappent des pays qui se sont considérablement "modernisés". Il n'y a qu'à prendre les cas typiques du Mexique, du Brésil, des Philippines, etc. Pire, le processus de crise s'accélère dans ce genre de pays.

Deuxièmement, les pays comme ceux du Sahel ont une histoire. "Le coton a été imposé comme culture commerciale aux populations du sud-ouest du pays (le Tchad), généralement productrices de mil... (Cela) a entraîné une extension du défrichement dans un système d'agriculture à longues jachères (terres laissées longtemps au repos)."³ L'exemple de l'arachide est identique. Les effets de ces cultures et des modalités de leur développement sur la dégradation des sols sont connus. Donc, la place attribuée aux pays dominés dans la division internationale du travail est un élément explicatif important des crises alimentaires présentes.

Troisièmement, une distorsion importante s'opère entre la croissance des cultures vivrières (pour la consommation interne) et des cultures non vivrières (pour l'exportation sur le marché mondial). Ainsi, en Éthiopie, alors que la production vivrière recule en 1982-1983, celle du café, qui occupe des terres riches, augmente de 9 0/0. Evidemment, ces exportations génèrent l'essentiel des devises nécessaires pour honorer le service de la dette extérieure. Pour l'Éthiopie,

les seuls intérêts de cette dette s'élèvent à 24,6 millions de dollars en 1983 (environ 54 millions de francs suisses).

Pour une série de pays africains, la comparaison entre la croissance annuelle moyenne des cultures vivrières et non vivrières, pour la période allant de 1969-1971 à 1977-1979, est révélatrice. Pour le Tchad, la croissance annuelle moyenne est de 1 o/o et de 9,8 o/o respectivement; 1 o/o et 11,3 o/o pour le Sénégal; 2 o/o et 7,2 o/o pour le Mali⁴.

Christine Messiant relevait déjà ce phénomène au Sahel, au début des années soixante-dix: "Les cultures d'exportation — arachide et coton principalement — ont été affectées, mais moins que les cultures vivrières: parce qu'elles occupent souvent les terres les plus riches et les mieux arrosées, parce qu'elles ont bénéficié quasi exclusivement des efforts en matière de recherche de variétés résistantes à la sécheresse et en matière de vulgarisation, parce que ce sont elles qui rapportent des devises aux Etats et que tout a été fait pour leur développement."⁵

Cette stratégie de développement agricole, de "modèle de progrès", accélère la concentration des terres dans les mains d'une minorité, la marginalisation de la production vivrière et celle des paysans produisant pour le marché interne. Elle les appauvrit et en fait donc une proie facile de la faim. Ceci d'autant plus quand une certaine aide impérialiste est utilisée par les gouvernements pour subventionner les prix des aliments consacrés à certaines couches salariées des villes, ce qui aboutit à miner la rentabilité de la production vivrière domestique.

LA FAIM DU PAUVRE

La dénutrition, la faim — avec toutes leurs séquelles physiologiques, psychologiques, sociales — ont leurs racines effectives dans la pauvreté. Celle-ci traduit une inégalité sociale extrême, qui renvoie à une certaine structure de classe: le pouvoir et le contrôle d'une minorité sur les moyens de production et sur la terre. **Dénutrition, malnutrition ne sont pas la conséquence d'un manque en tant que tel de nourriture, d'une insuffisance de produits alimentaires, mais de cette pauvreté et des rapports de forces entre les classes dans chaque pays.**

Ainsi, en Amérique centrale, 40 o/o des foyers familiaux, même en consacrant tout leur revenu à l'alimentation, n'arrivent pas à couvrir les besoins alimentaires minimaux, selon les normes de la CEPAL (Agence de l'ONU pour l'Amérique latine)⁶. Si la faim existe dans l'Etat de Chiapas, au sud du Mexique, c'est parce que dans "ce premier producteur de café du Mexique, grand exportateur de bananes, coton, canne à sucre, cacao, tabac — productions qui assurent de confortables revenus à ceux qui les commercialisent — plus de 50 o/o des personnes économiquement actives qui vivent de l'agriculture n'ont pas de terre"⁷. Dans le Nordeste brésilien, région où dans les campagnes 66 o/o des enfants souffrent de dénutrition, la racine du mal vient, selon la Conférence épiscopale, "de la concentration des terres, donc de la richesse" (Le Monde, 20 novembre 1984). En réalité, "les latifundiaires (au Brésil) assurent de moins en moins à leurs journaliers la jouissance du lopin de terre sur lequel l'ouvrier agricole, traditionnellement faisait pousser des haricots, base avec le riz de la nourriture quotidienne de sa nombreuse famille." (Le Monde, 14 novembre 1984)

La pauvreté est donc l'obstacle à l'achat de l'essentiel. Ainsi, "une récente étude de l'Institut National de la Consommation (au Mexique) a découvert qu'environ 70 o/o des Mexicains ayant des bas revenus ont quasiment arrêté de consommer du riz, des oeufs, des fruits, des légumes, du lait." (JHT, 9 juillet 1984) Voilà le résultat direct de l'approfondissement de la crise et du chômage. En ce qui concerne la viande, 25 millions n'en consomment jamais⁸.

En outre, les mutations dans la structure productive agricole ainsi que le contrôle des géants de l'agro-alimentation sur une partie du marché alimentaire des pays du tiers monde aboutissent à une détérioration — en calories et protéines — de la diète quotidienne. Pour l'Inde, le Bangladesh, "ce déficit quantitatif (nombre de calories et de protéines) est aggravé d'un déficit qualitatif: diminution, notamment, de la consommation de protéines d'origine végétale en raison du fait que les cultures de rente ou de céréales ont pris la place de celles des traditionnelles légumineuses." (Le Monde, 14 novembre 1984) Une dégradation qualitative identique de la ration alimentaire est impulsée par la pénétration massive dans les pays sous-développés de produits (boissons, divers types de biscuits, etc.) des transnationales impérialistes de l'alimentation.

Dans un contexte d'approfondissement de crise capitaliste — et donc alimentaire — des pays dominés, cette description du "travail" d'enfant d'une banlieue de Nairobi (Kenya) deviendra un lieu commun: "Ils fouillent les monceaux de débris pour y découvrir de la nourriture. Même si ce qu'ils découvrent est avarié, ils le mangent. Pour eux, il n'y a rien d'autre." (International Herald Tribune, 27 novembre 1984)

Il y a là la condamnation la plus radicale de l'économie de marché et du capitalisme à l'échelle internationale. Crises alimentaires et famines sont le produit d'une profonde déformation des structures de production, de la nature des échanges agro-alimentaires à l'échelle internationale, de la structure de la propriété terrienne dans les pays capitalistes sous-développés, du chômage et d'un sous-emploi explosif.

La lutte pour la terre et pour une réforme agraire radicale, conduite volontairement par les paysans — comme le Nicaragua le montre aujourd'hui — est la première et principale réponse à ce fléau du capitalisme en déclin.

A. Udry

1. Sécheresses et famines du Sahel. Sous la direction de Jean COPANS, Maspéro, 1975, 2 volumes.

2. Amarty SEN, Poverty and Famines, Clarendon Press, Oxford, 1981. Ouvrage commandé par le Bureau International du Travail.

3. Etude de Jean CABOT, De la responsabilité des famines: l'exemple du Tchad, Tricontinentale, Nouvelle série, 1982.

4. Banque Mondiale, Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, 1981.

5. Sécheresses et famines..., ibid.

6. "Diagnostico sobre las condiciones socioeconomicas y politicas de los sectores populares en Centroamerica", INIES, juin 1983.

7. Famine-développement, août-septembre 1984.

8. Voir l'étude de Dave BARKIN (Nexos No 77, Mexico).

Soja contre haricot

Un trait distinctif de la crise de l'économie capitaliste mondiale n'est autre que l'accroissement de la crise alimentaire dans les pays du tiers monde. Or, la production alimentaire à l'échelle mondiale augmente et, simultanément, le nombre de victimes de la famine et de la sous-nutrition gonfle. Le taux de croissance tendanciel de la population n'a pas dépassé celui de la production d'aliments, non seulement dans le monde dans son ensemble, mais y compris dans les pays dominés (à l'exception peut-être de quelques pays africains, durant ces deux dernières années). Cette crise alimentaire s'exprime, entre autres, par des déficits alimentaires grandissants des pays du tiers monde, déficits qui croissent plus vite que la poussée de la population. Tout ceci laisse peu de place aux arguments démographiques. Que se passe-t-il?

Pour un nombre élevé de pays, on constate que deux processus vont de pair. D'une part, ils augmentent leurs exportations de produits agricoles et agro-alimentaires sur le marché mondial. D'autre part, ils importent de plus en plus de biens alimentaires des pays impérialistes. En 1960, l'ensemble des pays du tiers monde importait 20 millions de tonnes de céréales; en 1970, 42 millions de tonnes; en 1980, 100 millions¹. Débouchés miraculeux pour les surplus américains ou français!

Par contre, les exportations agricoles des pays dominés englobent non seulement une partie toujours supérieure de la production en tant que telle, mais aussi des ressources consacrées à l'agriculture: terres, moyens techniques, dépôts, etc. David Barkin synthétise ce processus pour le Mexique: "Très concrètement, à partir de 1965 on peut détecter une croissance marquée des produits fourragers et quelques années plus tard, la même tendance est visible pour les oléagineux... La contrepartie de cette diversification (vers les produits commerciaux et exportables) fut inévitable: la diminution relative que les grains de base occupaient (riz, haricots noirs, maïs, blé)." En 1940, les terres consacrées à la culture de ces produits mobilisent trois quarts des superficies cultivables; en 1979 moins du 50 o/o. Le Mexique est devenu depuis lors un des plus gros importateurs de biens alimentaires du tiers monde.

Dans les exportations agricoles des pays dominés, une composante de plus en plus importante est constituée par le fourrage destiné à nourrir le bétail des pays impérialistes. Or, les fourrages, étant donné les techniques extensives de production, enlèvent à la culture vivrière une masse de terres plus que proportionnelle. Ils nécessitent peu de main-d'œuvre. Ainsi, ces cultures, exigées par l'élevage dans les pays impérialistes, contribuent à expulser des petits paysans de leur terre, à concentrer la propriété et à accroître le sous-emploi!

Tout cela éclaire combien l'agriculture des pays dominés est modelée par les besoins du marché mondial, dominé, lui, par la demande des pays impérialistes. Le contrôle des grandes firmes de l'agro-business sur la production et sur la distribution des produits (produits agricoles et aliments composés) matérialise cette intégration-domination et indique que les profits sont encore relevés dans l'agro-alimentaire.

Ces exportations agricoles approvisionnent les pays dépendants en devises (dollars, etc.). Elles doivent permettre de payer le service de la dette extérieure, et si possible des "projets de développement" qui augmenteront encore le déficit alimentaire! Or, le rapport entre les prix des produits agricoles exportés (produits placés sous la haute surveillance de Nestlé, Cargill, Unilever) et ceux des produits manufacturés et agricoles importés se dégrade. Selon la Banque mondiale, les prix des produits primaires exportés par l'Afrique ont baissé de plus de 25 o/o de 1980 à 1982. Les prix des onze principaux produits de l'Amérique latine sont bien au-dessous de leur niveau de 1979 (International Herald Tribune, 20 novembre 1984). Par contre, le prix des tracteurs monte!

Face à cette situation, plus d'une classe dominante des pays dominés, sur les injonctions du Fonds monétaire international, diminuera la part des devises consacrées à l'importation de biens alimentaires. C'est ce qui s'est passé au Chili, où les exportations agro-alimentaires ont fortement crû et où la disponibilité en nourriture a fortement baissé. Le déficit alimentaire, quand les devises se font rares, devient tout simplement pénurie alimentaire pour d'importantes couches de la population à bas revenus. La boucle est ainsi bouclée.

A. Udry

1. FAO, Perspectives alimentaires, suppl. statistiques, 1982.
2. David BARKIN, "Mexico: tres crisis alimentarias", Nexos, No 77, mayo de 1984.



Réfugiés de la faim en Ethiopie.

Elections biennoises :

UN DEUXIÈME SIÈGE POUR LE PSO!

Succès pour la liste commune PSO/POCH, le PSO gagne un deuxième siège, maintien d'une majorité socialiste à l'exécutif et percée de l'extrême-droite au Parlement. Voilà les faits marquants des élections biennoises des 17 et 18 novembre derniers.

Il y a quatre ans le PSO faisait son entrée au Conseil de Ville biennois. Cette année, il se présentait sur une liste commune en compagnie des POCH, liste placée sous le signe d'une "véritable défense de l'emploi et de l'environnement". Avec 4,5 o/o des suffrages et plus de 500 listes, la liste unitaire a permis de maintenir les positions actuelles du PSO et des POCH et de décrocher un troisième siège.

Le PSO a le vent en poupe

Le succès du PSO démontre que plus en plus nombreux sont ceux et celles qui s'expriment en faveur d'une politique active pour la défense des postes de travail, que ce soit par une réduction radicale du temps de travail ou par la mise sous contrôle public des trusts de l'horlogerie. Ainsi notre camarade Sylviane Zulauf est largement réélue avec plus de 700 voix d'avance sur le conseiller de Ville sortant des POCH. Sylviane Zulauf reçoit d'ailleurs plus de 1700 voix provenant d'autres listes que de celle du PSO/POCH. Cela montre à quel point les propositions du PSO au Conseil de Ville trouvent un écho certain.

Notre nouvelle élue est Marie-



Marie-Thérèse Sautebin.

Thérèse Sautebin. Membre fondatrice de la section biennoise du PSO, elle a également joué, depuis de nombreuses années, un rôle important dans le mouvement féministe.

Ce succès du PSO intervient alors que la gauche traditionnelle est en recul. Ainsi le Parti socialiste (PS) perd deux sièges au Parlement et n'en compte désormais plus que 23 sur 60. Le déplacement des voix vers la droite est d'ailleurs sensible et se signale par l'effritement des formations de centre-droite (- 4 sièges) au profit de la droite plus musclée du Parti radical (+ 2) et de l'extrême-droite (+ 3).

Demi-échec pour la droite

Pour les partis bourgeois, le but de ces élections était de regagner la majorité à l'exécutif. Depuis quatre ans, le PS dispose en effet de cinq des neuf sièges du gouvernement biennois. Les socialistes se gardèrent bien - et pour cause - de faire campagne en présentant aux travailleurs un bilan des quatre années de leur gestion. Ils se contentèrent d'encaisser les coups de la droite. Les partis bourgeois - gros sous obligent - désiraient en effet la tête de l'actuel directeur socialiste des travaux publics. Les radicaux tiennent à le remplacer par un homme de main du lobby de la construction qui annonce un bétonnage à tous vents. Grâce à l'éparpillement des voix bourgeoises sur deux listes différentes, les socia-



Sylviane Zulauf.

listes ont cependant gardé la majorité des sièges tout en étant minoritaires en voix. Si le directeur socialiste des travaux publics a ainsi été réélu, il n'est pas assuré de garder son Département. La répartition de ceux-ci se fait par un vote au Parlement. Les bourgeois, battus à la première manche, comptent bien gagner la deuxième et profiter de leur majorité au législatif pour se choisir un directeur des travaux publics à la mesure de leurs intérêts.

Une majorité socialiste pour quoi faire ?

La polarisation de la campagne sur ce siège des travaux publics a permis au PS de passer sous silence les véritables problèmes actuels, notamment ceux du chômage et de la formation professionnelle. Ce n'est malheureusement pas de la majorité socialiste au Municipal que les travailleurs ont grand-chose à attendre. Au soir des élections, le municipal socialiste Raymond Glas s'empresait sur les ondes de la radio locale de souligner que le renforcement de la droite au Parlement obligerait les socialistes à rechercher des compromis. On peut lui faire confiance. Dès avant les élections, les municipaux socialistes ont annoncé qu'il n'était pas question pour eux, en cas de réélection, d'introduire la semaine de 40 heures pour le personnel de la commune.

C'est que... les 40 heures coûtent trop cher à la Ville, alors que les

chômeurs ayant épuisé leurs indemnités sont pris en charge par la caisse du canton. Dès lors, pour nos gestionnaires socialistes le problème est vite réglé!

La Municipalité socialiste préférera ainsi poursuivre sa politique de promotion industrielle et attendre, pleine d'espoir, que des entreprises viennent s'implanter dans le brouillard biennois contre une garantie de remise d'impôts. L'espoir ces temps-ci fait certainement mieux vivre les municipaux socialistes que les chômeurs!

Barrer la route à l'extrême-droite

Une des conséquences de cette incapacité du mouvement ouvrier traditionnel à répondre au problème de l'emploi est de favoriser la montée de l'extrême-droite. L'Action nationale fait ainsi sa rentrée au Parlement biennois alors que l'EDU (Union démocratique fédérale) obtient un siège. Ce dernier parti s'illustre actuellement par la récolte de signatures contre le nouveau droit matrimonial.

Une des tâches prioritaires du PSO - au Parlement comme dans notre travail quotidien - sera de renforcer la solidarité avec les couches les plus faibles des salariés - les femmes et les immigrés - qui seront l'objet de n'en pas douter d'attaques des partis de droite et d'extrême-droite.

R.S. / F.P.

Congrès du PSS à Saint-Gall :

Autant en emporte le vent...

Après le tonitruant congrès de février sur la participation au Conseil fédéral - qui finit par accoucher d'une souris, avide de grignoter le fromage gouvernemental - celui des 16 et 17 novembre à Saint-Gall fut nettement plus classique. Deux décisions néanmoins - mise à part la réélection brillante de Hubacher à la tête du parti - ont animé, l'espace de quelques interventions, le millier de délégué(e)s présent(e)s. Le refus du Leopard 2 et le soutien à l'initiative "Halte au bétonnage" se sont imposés malgré l'opposition des dirigeants.

La presse en a fait ses gros titres : le PSS refuse le char Leopard 2. Une bourrasque d'antimilitarisme aurait-elle déferlé sur le congrès socialiste ? C'est un peu "l'angoisse" exprimée par les commentateurs patentés au lendemain de cette décision. Le PSS, pourtant, ne modifiera pas sa ligne d'un iota.

Hubacher 1^{er} pour Leopard II

Ce congrès a certes été secoué par le débat consacré à l'achat du Leopard. Le PSS avait voté aux Etats les crédits pour l'achat des Leopard. Au congrès, le Comité central (CC) a sorti de son chapeau une position consistant à accepter les crédits au nom de nombreux si... que les parlementaires auraient tout loisir de négocier. Face à cela, cinq propositions de sections locales demandaient de refuser purement et simplement l'achat du Leopard et réclamaient la défense de ce point de vue aux Chambres.

Martin Bundi (président de la Commission militaire du National),

Dario Robbiani (président du groupe parlementaire) et Helmut Hubacher ont fait ce qu'ils ont pu pour minoriser les opposants. Ce dernier a joué sa carte centriste traditionnelle. D'un côté, il lance des pointes contre l'achat du char, de l'autre il soutient la proposition des instances. Ainsi, il canalise le courant "anti-Leopard", l'utilise dans ses négociations internes avec la droite du parti et s'efforce néanmoins de laisser à ce parti dans le parti qu'est la fraction parlementaire le maximum de marge de manœuvre.

La direction désavouée, mais...

Au vote, la proposition du CC est massivement balayée. Beaucoup de hurrahs et d'applaudissements dans la salle, mines un peu renfrognées et sourires jaunes à la table des dirigeants. En principe donc les députés socialistes voteront non au Leopard 2. En principe...

Ce vote reflète d'une part un mécontentement d'une partie de la population envers la boulimie des dépenses militaires et, d'autre part, les réticences des congressistes face au scandale concernant les modalités d'achat. En outre, ce vote n'arrange pas les affaires de la direction social-démocrate. L'appareil du parti et les parlementaires préfèrent sans aucun doute avoir les coudées franches lorsqu'il s'agira de négocier ou de passer n'importe quel compromis sur le sujet. La fonction de la proposition du CC avait justement ce but. Cette opération a échoué, tant mieux.

La "gauche" du parti aurait donc là un objectif de bataille simple et concret : mener une campagne large pour que la décision

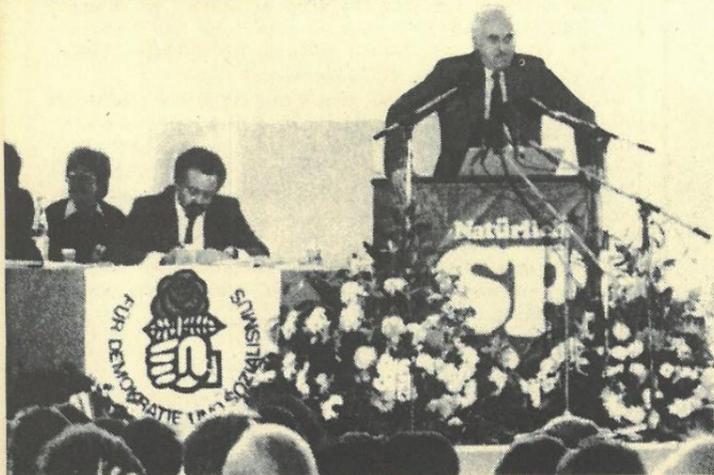
démocratique d'un congrès soit pour une fois respectée. Sans une pression organisée, les députés feront en fin de compte ce qu'ils voudront. Ce vote positif en effet n'est en rien le reflet d'un changement d'orientation des sphères officielles du PSS.

New look pour vieille politique

En matière de protection de l'environnement, le PSS a assorti son rose pâle naturel à une certaine dose de vert tendre. Là aussi le CC a essuyé un échec. Contre son avis, les délégués ont accordé leur appui immédiat à l'initiative des POCH "Halte au bétonnage", co-lancée par le PSO, qui revendique la stabilisation du réseau routier. Cette décision - comme celle sur les Leopard - est évidemment positive. Mais quelle concrétisation le parti entend-il assurer ?

Ces deux décisions traduisent la volonté de nombreux membres du PSS de ne pas laisser à d'autres forces le monopole de la lutte pour la défense de l'environnement et contre les dépenses militaires. Mais le PSS, pieds et poings liés dans le gouvernement, peut difficilement aller au-delà de votes de congrès... que ses parlementaires trahissent peu après. Voilà toute la contradiction, déjà mise en relief lors de l'affaire Uchtenhagen. Cette participation gouvernementale suscite de même l'incapacité du PSS à prendre une quelconque initiative sérieuse sur le terrain de la sécurité sociale, de l'emploi ou encore de stimuler un front commun de résistance avec les secteurs syndicaux qui, aujourd'hui, en ressentent la nécessité.

P. Girardet



A la table de présidence du congrès du PSS : D. Robbiani et H. Hubacher.

Chili :

Les 27 et 28 novembre : deux jours déterminants pour l'essor de la lutte antidictatoriale au Chili. Les toutes premières nouvelles indiquent que le terrorisme d'Etat, sous la conduite de Pinochet, n'a pas paralysé les masses chiliennes. "Son Excellence" aurait même été accueillie fraîchement dans la ville d'Arica.

Depuis le 6 novembre, l'Etat de siège, levé en mars 1978, est déclaré. La dictature tente d'isoler le pays. Elle prend des mesures non seulement contre les médias chiliens (stricte censure), mais contre les reporters internationaux. Il y a là tous les signes d'une dégradation du pouvoir dictatorial. Mais le fauve peut encore lancer quelques coups de griffes.

L'écroulement de l'économie chilienne ne nécessite plus de démonstration. Le chômage frappe 35 o/o de la population active. Entre l'automne 1983 et juillet 1984, les salaires ont chuté de 20 o/o en termes réels. Ils étaient déjà de misère. Pour beaucoup d'enfants, l'école, c'est avant tout l'occasion de manger deux fois par semaine. Sur les 4 millions d'habitants de l'agglomération de Santiago, environ 3 millions sont confinés dans les poblaciones (semi-bidonvilles).

La politique de Pinochet se réduit à la répression. Depuis que les protestas ont commencé, en mars 1982, plus de 100 personnes ont été assassinées. Après le 6 novembre, ceux et celles appréhendés ont été internés dans un stade. La Centrale Nationale d'Intelligence (CNI), police politique, divise une partie de ces prisonniers en deux catégories : les

Le siège de l'État

délinquants, déportés au nord du pays; les subversifs, qui disparaissent dans des prisons secrètes. Selon Amnesty International, le nombre total de disparus s'élève à 650.

Tout cet arsenal répressif n'a pu briser la lame de fond des protestas. Après la mobilisation massive du 27 mars 1984, le mouvement a connu un tournant avec la grève générale du 30 octobre. Malgré le poids du chômage, les divisions dans le mouvement syndical — les travailleurs du cuivre, des ports et des hôpitaux sont restés dans l'expectative —, le refus prolongé de l'Alliance démocratique de soutenir la grève, le succès fut significatif. Les transports urbains ont été paralysés à 95 o/o. L'absentéisme dans les usines, les écoles et l'Université était élevé. La plate-forme de la grève incluait : un plan économique d'urgence, le retour des exilés, la dissolution de la CNI, l'établissement "d'un calendrier pour le rétablissement à court terme de la démocratie".

La proclamation de l'état de siège révèle à sa façon l'ébranlement du régime. Les prises de position de la haute hiérarchie catholique sont un autre indice de la maturation du déclin irréversible de Pinochet.

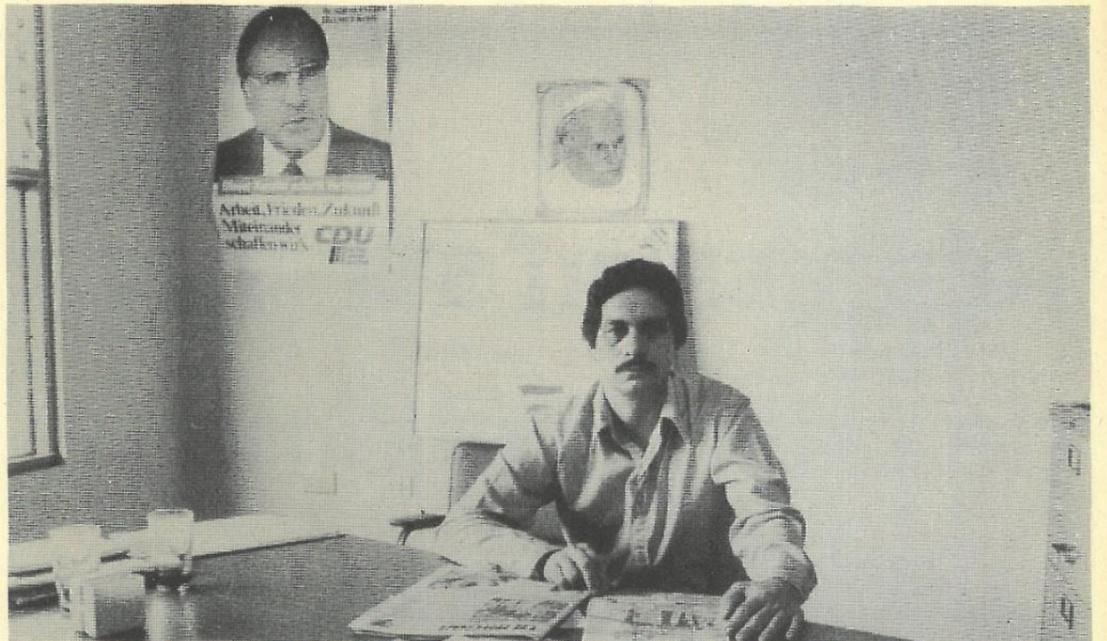
Washington surveille les choses de près et examine "attentivement comment les récents développements peuvent affecter les intérêts américains", selon la formule d'un porte-parole du Département d'Etat. Reagan est intéressé à ce que la marmite n'explode pas.

L'ex-sénateur Francisco Bulnes, partisan du régime, cherche à mettre au point une solution qui aurait l'accord de la Démocratie chrétienne (DC), des forces armées, du Parti national (béquille de la dictature) et peut-être même de secteurs sociaux-démocrates. Le tout consisterait à faire accepter la Constitution par les signataires d'un accord. Cela déboucherait sur une légalisation sélective des partis et des élections en 1986. Une fois le Congrès élu, il pourrait réviser la Constitution qui donne la présidence à Pinochet jusqu'en 1989.

Ce projet de transition contrôlée n'est pas pour déplaire à Reagan comme au chancelier allemand Kohl. Mais plus d'un obstacle reste à franchir pour le concrétiser : que ce soit l'inertie propre du régime militaire de Pinochet; les divisions dans la bourgeoisie et dans la DC; et surtout la dynamique du mouvement de masse.

Au sein des forces de gauche — regroupées pour l'essentiel dans le Mouvement démocratique populaire (MDP) — une double question se pose : comment assurer l'unité du mouvement de masse dans la lutte antidictatoriale et éviter de l'enchaîner à des solutions politiques qui excluent ouvertement une rupture démocratique avec les institutions de la dictature. Au sein du Parti communiste et des diverses fractions socialistes l'attrait pour une "continuité démocratique", sans le parapluie des forces armées, n'est pas mince.

A. Dubois



Edén Pastora (un des chefs de la "contra" antisandiniste) au Costa Rica. Au mur, portraits de Helmut Kohl et du pape.

Costa Rica :

UN PION DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Avec la révolution sandiniste au Nicaragua et les luttes de libération en cours au Salvador notamment, l'Amérique centrale est devenue un enjeu important pour l'impérialisme nord-américain. Nous avons déjà consacré de nombreux articles au Nicaragua et au Salvador. Nous abordons avec cet article un autre pays fort mal connu d'Amérique centrale : le Costa Rica. Souvent présenté comme une oasis de démocratie, ce pays est en réalité de plus en plus entraîné dans l'engrenage de l'intervention américaine dans la région. Pour mieux cerner ce processus, nous avons donné la parole à Rina Nissim, membre de l'Association de solidarité avec le Costa Rica¹. Les intertitres sont de la rédaction.

Le Costa Rica, longtemps île de tranquillité et havre d'immigrés en Amérique centrale, est menacé par l'engrenage militaire mis en place par les Etats-Unis pour réduire la révolution sandiniste.

Les représentants de la tendance pro-américaine la plus droitière au sein du Parti de libération nationale du président costaricien Monge ont obtenu, en août dernier, la démission du gouvernement au complet et son remplacement par une équipe réactionnaire. Ce fut une véritable révolution de palais qui vit arriver, à la tête du ministère de la sécurité, un militaire, Benjamin Piza, dont les deux signes distinctifs sont d'avoir été formé à l'Académie militaire du Texas et d'être le fondateur du mouvement fasciste Costa Rica libre.

Reagan avance ses pions

Le nouveau gouvernement constitue pour Reagan une courroie de transmission supplémentaire dans la région. Nous avons déjà pu en constater les conséquences dans le pays :

* les bandes armées fascistes et la "contra" antisandiniste ont les coudées franches pour intervenir au Nicaragua ou contre les mouvements de masse à l'intérieur du pays. Des secteurs du gouvernement ou extérieurs à celui-ci collaborent ouvertement avec l'ARDE (organisation antisandiniste, réd.), même si la position officielle du Costa Rica est la neutralité;

* le Costa Rica a modifié sa position face au plan de la Contadora (qui regroupe le Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Panama, réd.) après que ce dernier a été accepté

par les sandinistes. Le Costa Rica considère aujourd'hui que le retrait des Américains du Guatemala, du Honduras et du Salvador n'est pas opportun;

* la répression contre le mouvement de masse au Costa Rica s'accroît et s'accompagne d'une attaque au niveau de vie, suite à l'alignement du gouvernement sur les exigences du FMI (Fonds monétaire international, réd.).

Une mobilisation populaire qui s'approfondit

Dès avant le changement de gouvernement, la grève des travailleurs des bananeraies de la United Brands Company pour des augmentations de salaires a été violemment réprimée. L'état d'urgence a été décrété dans certaines régions. La police et la Garde nationale (corps de police, réd.) sont intervenues contre les grévistes, entraînant la mort d'une personne et en blessant plusieurs autres.

Mais le mouvement social s'amplifie avec la grève générale des enseignants qui protestent contre la hausse des prix. De même, avec les luttes du COPAN², comité regroupant plus de 10 000 familles ouvrières et paysannes, qui dénonce la corruption du régime en matière de droit au logement et d'aide alimentaire.

Au lendemain du "remaniement ministériel", une action pacifique du COPAN à Alajuela est sévèrement attaquée : quatorze arrestations, quatre personnes sérieusement blessées. Toutes sont inculpées d'association illégale, déten-

tion d'explosifs, atteinte à la propriété, résistance aux forces de l'ordre et risquent des peines importantes. Parmi les personnes arrêtées, les femmes seront relâchées beaucoup plus tard que les hommes. Parmi elles en effet se trouvait une dirigeante nationale du COPAN, Cecilia Madriz Mora.

Voyant sa marge d'action sérieusement réduite, le COPAN entreprend une grève de la faim le 22 octobre pour la paix et la justice et pour le rétablissement du dialogue avec le gouvernement. La grève aboutira le dix-septième jour par la conquête de 940 logements à San José, la construction de "fincas" (logements ruraux, réd.) dans plusieurs bourgades ainsi que par l'obtention d'un programme d'aide alimentaire. Le COPAN regroupe 85 o/o des femmes et bénéficie du soutien d'un groupe féministe (CEFEMINA) qui lutte essentiellement pour la santé des femmes (allaitement maternel, contraception, contre la privatisation de la médecine, etc.).

Arrière-pays de la "contra"

Au cours des derniers mois, l'aide américaine à la Garde nationale s'est accrue. Des travaux de génie ont été réalisés à la frontière du Nicaragua; la "contra", secondée par des groupes paramilitaires, a les mains de plus en plus libres. Bref, le Costa Rica est en train de devenir une nouvelle pièce importante de la stratégie américaine dans la région. Seule la mobilisation populaire au Costa Rica même permettra d'enrayer ce processus. Pour cela, une large information sur ce petit pays ainsi que la mise sur pied d'une solidarité internationale en faveur des luttes courageuses qui s'y déroulent sont nécessaires. Ce soutien a d'autant plus de sens que le gouvernement costaricien est extrêmement préoccupé par son image extérieure.

Rina Nissim

1. Association de solidarité avec le Costa Rica, p.a. Rina Nissim, 16, rue de la Canonnière, 1202 Genève.

2. COPAN : Comité patriotique national.

Yougoslavie :

Répression sur fond de crise économique

Début novembre s'est ouvert à Belgrade le procès de six contestataires du régime yougoslave. La mise en accusation de ces intellectuels de gauche, animateurs des "Universités libres", témoigne d'une importante détérioration du climat social et politique dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie. La tradition de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) au pouvoir était plutôt celle d'une certaine tolérance à l'égard des intellectuels d'opposition. Il faut remonter à 1971 pour trouver semblable répression. Si alors il s'agissait de mettre un terme à l'effervescence des milieux étudiants, la brutale mise au pas d'aujourd'hui prend place dans un contexte différent. Prise à la gorge par son endettement, la Yougoslavie connaît une crise économique profonde; pour y répondre, la direction centrale de la LCY s'est ralliée aux recommandations pressantes du Fonds monétaire international (FMI). Les conséquences de ce choix sur le niveau de vie des masses, l'orientation politique implicite qu'il contient suscitent remous et critiques dans la société yougoslave et dans la LCY.

Fin mai 1984, Vojislav Seselj, Vladimir Mijanovic, Pavlo Imsirovic et Milan Nikolic sont arrêtés. Les trois derniers sont des représentants connus de la "nouvelle gauche", née du mouvement étudiant de

1968. Ces arrestations soulèvent de vives protestations dans la population et les milieux intellectuels. En juillet, Mijanovic, Imsirovic et Nikolic sont relâchés. Vojislav Seselj, lui, est jugé à Sarajevo, condamné

à huit ans de prison en première instance — peine ramenée à quatre ans en deuxième instance. Son crime? Avoir rédigé un manuscrit (non publié), envoyé au rédacteur en chef du journal de la LCY à Belgrade. Les services de sécurité l'intercepteront et accuseront Seselj de "propagande contre-révolutionnaire". Intitulé "Que Faire?" — rappel d'une des œuvres les plus célèbres de Lénine — ce texte est une critique, d'un point de vue socialiste, de la société yougoslave et de la LCY.

Seselj n'allait toutefois pas être le seul à connaître les tribunaux yougoslaves.

Le procès de Belgrade

Mijanovic, Imsirovic et Nikolic sont — accompagnés de Gordan Jovanovic, Miodrag Milic et Dragomir Olujic — déférés devant le tri-

bunal de Belgrade le 6 novembre. La mort de Radomir Radovic, ouvrier et militant communiste antistalinien, "suicidé" en avril 1984 après plusieurs interrogatoires policiers, a notablement alourdi l'atmosphère.

Les prévenus du procès de Belgrade sont accusés d'avoir "formé un groupe pour mener des activités hostiles" et suscité une "mise en danger contre-révolutionnaire de l'ordre social". Ils encourent des peines de 5 à 15 ans de prison.

La tenue de ce procès, qui visiblement ne fait pas l'unanimité dans les rangs de la bureaucratie yougoslave, est une victoire des éléments "staliniens" de la direction de la LCY et une défaite des courants "libéraux" surtout présents dans les directions serbe et slovène. Quoi qu'il en soit de ce conflit dans la bureaucratie, la lutte pour la libération des contestataires yougoslaves ne fait que commencer et la solidarité internationale y tiendra une large place.

Mais la LCY n'est pas seulement divisée face à la répression, elle l'est aussi devant la réponse à donner à la crise économique.

La plus forte crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale

Depuis septembre, les prix de 55 o/o des produits et services de base (graisses et huiles, sucre, charbon, transports, électricité, etc.) sont fixés par le marché libre. L'inflation (58 o/o l'an passé) dépassera ainsi vraisemblablement les 100 o/o. La limite maximale de 49 o/o de capitaux étrangers dans les entreprises yougoslaves vient d'être levée. En 1983, la dette extérieure de la Yougoslavie, déjà forte de 20 milliards de dollars (44 milliards de francs suisses) s'est encore accrue de 900 millions sup-

plémentaires (1980 millions de francs suisses). Ces quelques données montrent que le pays traverse sa plus grave crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette crise a commencé à se manifester sérieusement en 1979, lorsqu'apparut une pénurie de biens de consommation de base. Elle fut renforcée par les taux d'intérêts élevés régnant sur le marché financier international depuis la crise pétrolière de 1976.

Mais les racines des problèmes économiques sont structurelles: elles se trouvent dans le grand déséquilibre créé depuis vingt ans entre un secteur d'extraction de matières premières systématiquement négligé (comme l'ont été l'agriculture, les transports, la production d'énergie et la santé) et une industrie de transformation "gonflée". Un gonflement largement financé par des emprunts à l'étranger et qui dépend des importations de matières premières, de produits industriels de base et de pièces de rechange, tous payés en devises occidentales fortes. Le report du remboursement annuel de la dette extérieure (environ 2 milliards de dollars, 4,4 milliards de francs suisses) ainsi que la fourniture d'un crédit pour les importations de 1984 ont été accordés par le FMI, à une série de conditions: — dévaluation progressive du dinar; — taux d'emprunts internes "réalistes", cette année de 1 o/o supérieurs à l'inflation; — détermination des prix de la plupart des biens et services par le marché libre; — réduction draconienne de la consommation, à la fois individuelle et sociale.

Solidarité avec les accusés

Le Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE) a lancé une pétition de solidarité avec les accusés adressée au gouvernement yougoslave. Cette pétition a rassemblé plus de cent signatures de personnalités de la gauche. Parmi celles-ci, signalons Fredy Aeberli (SLP), Karl Gruber (FCOM), les deux professeurs Paul Parin et Hans Saner, Jacques Schneider et Ch.-A. Udry du PSO, Beat Schneider des POCH et Ruedi Tobler du Conseil suisse de la paix. Le CSSOPE Berne a remis, le 29 septembre, cette pétition à l'ambassade de Yougoslavie qui l'a évidemment refusée. Elle fut alors envoyée aux autorités yougoslaves avec copie à l'ambassade en Suisse.

Une forte perte du pouvoir d'achat

Mises à part quelques modifications mineures, le gouvernement yougoslave a capitulé devant ces exigences. A Londres, le *Financial Times* se félicite: "La crise économique yougoslave, qui dure depuis maintenant quatre ou cinq ans, commence à entraîner des changements dans le système politique" (18 juin 1984). Cette évolution a provoqué, dans les trois dernières années, une très sensible perte du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce recours aux "lois du marché" d'une part provoque des mouvements de résistance dans la classe ouvrière (forte croissance des grèves) et d'autre part multiplie les conflits entre les administrations locales des régions faiblement développées et le gouvernement central.

En mai 1984, l'hebdomadaire *Danas*, publié à Zagreb, constatait: "La pression des problèmes est trop grande. Il est impossible d'aller plus loin dans la voie de la stabilisation économique sans un débat public. Il faut se demander s'il est prudent, en ce moment, d'éviter un débat large et démocratique sur la situation de la LCY".

Dans ce contexte, l'issue du procès de Belgrade n'est pas indifférente. Les accusés doivent être acquittés, ils ont besoin de notre solidarité. Paul Hornisberger

Michaël Nemeth

Pologne :

SOLIDARNOSC CHERCHE À S'ORGANISER AU GRAND JOUR

A peine annoncée, la formation de comités pour les droits de l'homme, à l'initiative de figures dirigeantes de Solidarność, suscite d'amples craintes de la part du pouvoir. Qui a, de fait, interdit aux journalistes étrangers d'entrer en contact avec la nouvelle forme d'organisation de Solidarność, regroupée sous le nom de "Comité (pour la surveillance) des droits de l'homme". Depuis l'introduction de l'état de guerre, il y a trois ans, c'est la crise de domination la plus grave du régime.

"Quels qu'en soient les auteurs, cet enlèvement vise à baver la route à l'évolution positive qui se manifestait en Pologne", expliquait,

quelques jours après l'annonce du rapt du père Popieluszko, le porte-parole du gouvernement Jerzy Urban. Et de quelle évolution

s'agissait-il? "Par exemple de la normalisation de nos relations avec certains pays occidentaux"; et "vraisemblablement, il s'agissait aussi de contrecarrer la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat".

A l'image du KOR

Dix jours plus tard, le 17e plenum du POUP (Parti communiste polonais) se fendait d'une résolution expliquant sa pleine confiance

en l'appareil de sécurité, placé toutefois en même temps sous une "surveillance accrue" du parti. La même résolution, tout inspirée de "loyauté" à l'égard de Jaruzelski et de son régime, parle de "groupes anti-socialistes" dans l'establishment au pouvoir.

Voilà bien l'objectif global de l'enlèvement puis de l'assassinat de Popieluszko: mettre sur la touche l'équipe dirigeante, par le biais d'une provocation déclenchant l'escalade des manifestations et de la répression.

Mais dès maintenant Solidarność utilise cette crise pour tenter de se réorganiser nationalement et en toute "impunité". A l'image de l'ancien KOR (Comité d'autodéfense ouvrière), des "comités pour les droits de l'homme" devraient voir le jour nationalement dans "les fabriques, les bureaux et les universités". C'est du moins ce qu'explique le communiqué annonçant la fondation de ces groupes, dont les initiateurs rassemblent nombre de dirigeants de Solidarność.

Au cas où ces groupes arriveraient à faire accepter leur existence légale, il en irait de bien plus que de la défense des droits de l'homme: il s'agirait d'un point de chute officiel de l'opposition, d'une nouvelle forme d'organisation de Solidarność, agissant au grand jour.



Les zomos, la police antiouvrière polonaise.

À ÉCOUTER...

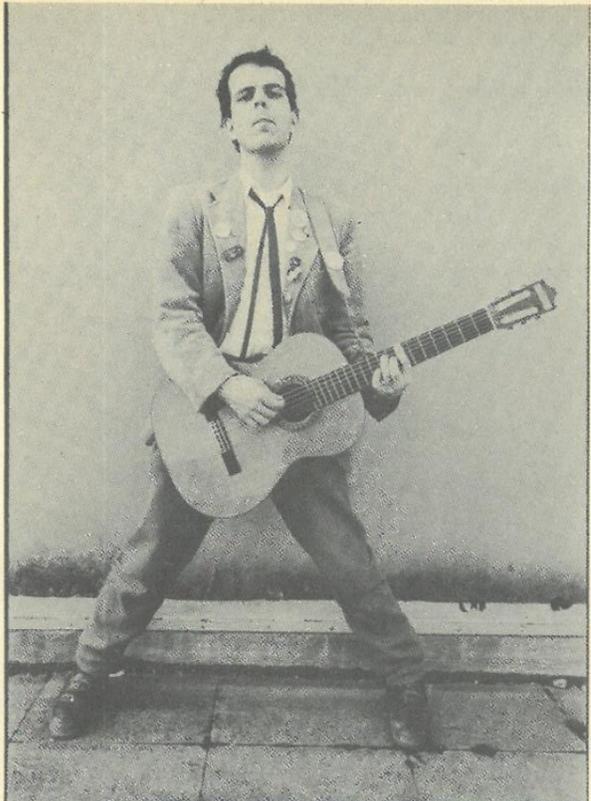


photo Mario del Curto

Alex Périence, que vous avez pu voir à la Fête de la brèche le 4 novembre, "sévit depuis quatre ans sur les scènes helvétiques, massacrant frénétiquement une guitare classique et chantant sans sono ni micro", comme le dit le texte qui accompagne son dernier disque *Radio Boutique*. *La Brèche* a posé quelques questions à ce chanteur "punk acoustique" "plus fort que le rock fort".

La Brèche : Est-ce que tu peux nous parler de ton spectacle et de ton disque * *Radio Boutique*? Pourquoi un spectacle de caricature musicale? Pourquoi aussi chantes-tu sans sono ni micro?

Alex Périence : Je voulais faire un spectacle corrosif sur un thème qui me tenait à cœur. Au départ, j'avais fait *Douleur 3*. La cible de *Radio Boutique* est maintenant plus générale, les radios locales sont visées, mais aussi la radio officielle. C'est un prétexte à faire ressortir les tics des radios. Maintenant on y entend un

semblant d'humour. Mais il y a eu sur ces radios des choses qui n'avaient rien à voir avec l'intelligence humaine. En fait ce spectacle s'articule sur trois plans: une caricature de la radio; une satire des présentateurs, le nouveau ton amateur des présentateurs de la radio professionnelle par exemple; une parodie des groupes ou chanteurs en vogue, de la musique qui nous a bercés depuis 15-20 ans.

Ces caricatures musicales inoffensives au premier abord visent beaucoup plus l'auditeur que le chanteur. J'ai écrit auparavant des chansons en faisant une recherche poétique (je pense d'ailleurs y revenir une fois), mais ce spectacle est plutôt une performance.

Un jour en voyant les *Clash* je me suis rendu compte de l'importance de l'énergie sur scène. J'ai trouvé la chanson du chanteur-auteur-compositeur statique et cette démarche rock intéressante. Alors je me suis mis au "punk acoustique". Acoustique, parce que je n'avais pas les moyens de m'acheter une sono et parce que je jouais tellement bien de la guitare!

Acoustique, parce que c'est se faire écouter avant de se faire entendre! Dans les concerts, il y a la sono, puis un brouhaha incroyable en général dans des salles abominables (comme à la Fête de la brèche en novembre!). Les concerts prennent des dimensions inhumaines, avec un service d'ordre qui est un accueil de malabars à la limite du supportable. Il y a trop d'intérêts en jeu et pas d'humour.

Devant tout ça, je joue sans sono pour me faire écouter. Peut-être je jouerai une fois dans un festival avec sono et microémetteurs. Mais à partir de 2000 personnes, le spectacle est autre chose, un festival du rythme, du rite. C'est la dimension humaine, l'émotion qui m'intéressent, ce qui ne m'empêche pas d'aller dans les grands concerts en tant que spectateur.

*** Est-ce que tu vis de la chanson ou as-tu un autre métier? J'ai vu que tu vendais "les vins qui accompagnent ce disque".**

— J'en survis. Mais je ne vois pas quoi faire d'autre. Actuellement, c'est la chose qui m'intéresse le plus. Parallèlement, dans la famille on a la chance d'avoir des vignes. Je suis auteur-compositeur-interprète-impresario. J'ai eu l'idée de vendre ce vin et de mettre dessus une étiquette en rapport

avec ce que je fais, ce qui permet dans les concerts de boire le vin qui va avec!

Ceci dit, je gagne encore beaucoup moins avec le vin qu'avec la chanson, il nécessite toute une infrastructure. En résumé je gagne peu avec la chanson et rien avec le vin. J'emprunte beaucoup pour pouvoir faire ce que je fais (cours de voix, de scène, apport d'un metteur en scène pour mon spectacle...).

*** Ton disque est produit par la coopérative "Fata Morgana Records". Qu'est-ce que c'est?**

— Fata Morgana est une coopérative autogérée, fondée pour défendre la cause noble des chanteurs-chansonniers. Il y en a beaucoup en Suisse alémanique, et des chanteurs qui chantent en romanche. Créée en 1982, elle a une trentaine de membres et son bureau à Berne. Son but: défendre les droits des chanteurs au niveau de la création et de la distribution. On collabore avec le Groupe d'Oltén, la seule société suisse d'écrivains qui ait admis que les auteurs de chansons étaient aussi des écrivains. Cela nous permet de prendre des positions de politique générale ou par exemple pour le sprayeur de Zurich. On a une certaine audience en Suisse alémanique, on peut avoir ainsi des subventions, une aide pour aller jouer.

J'ai un arrangement avec Fata Morgana qui m'a avancé l'argent de la pochette, qui emballe bien mon produit. Il y a aussi pour *Radio Boutique* la traduction des textes en quatre langues (dont le romanche). La pochette est en quadrichromie, faite par un graphiste. C'est important que le boulot soit bien fait et par des professionnels, même si on remet en cause l'économie de marché. S'il y a un déficit, je le partage avec la coopérative, si ça marche, j'aurai un pourcentage sur les ventes une fois les frais amortis (en gros 10 000 à 12 000 francs).

L'avantage de la coopérative est très net en Suisse. Ici, plus personne ne produit de disques, alors j'aurais dû faire ma propre maison de disques pour faire ce que je fais, car je pense qu'un producteur (s'il y en avait eu un) serait parti en courant! C'est pourquoi j'ai accompagné mes disques d'aspirine pour la promotion radio.

En Suisse romande, les agences artistiques ne peuvent

pas vivre. Je fais moi-même mon secrétariat, mais ça me prend beaucoup de temps au détriment de la création. Il faudrait peut-être créer une association, un permanent, payé par une instance culturelle officielle par exemple. C'est incroyable, mais même des chanteurs comme Pascal Auberson sont obligés de s'occuper de leurs disques eux-mêmes.

Avec Fata Morgana, on peut défendre ses droits, les disques sont à nous. La maison de disques de Michel Bühler "L'escargot" a été mise en faillite et ses disques sont sous scellés! Un autre exemple: on a foutu à la poubelle les disques de Jean Vasca et d'une vingtaine de gars de chez RCA, parce qu'ils ne pouvaient pas les racheter. Avec la coopérative, ça ne nous arrivera pas!

*** Aimerais-tu parler d'autre chose qui te paraît important?**

— J'aimerais bien qu'on parle une fois des fêtes des partis de gauche, des pacifistes, des comités et du PSO aussi (la Fête de la brèche par exemple)... C'est un cercle infernal, si on ne prend pas les choses en main il n'y a rien qui se passe. Les conditions dans lesquelles on doit bosser sont déplorables, alors qu'on lit un tas de trucs sur les conditions de travail dans *La Brèche* justement. Les organisateurs donnent un cachet de 150 francs, c'est un minimum qui ne permet pas de vivre. Heureusement que j'ai des subventions.

Je n'ai pas beaucoup de solutions à proposer, si ce n'est qu'on fasse ça dans les conditions les plus décentes possibles.

Propos recueillis par Lurette Romuald

* Alex Périence, *Radio Boutique*, Fata Morgana Records LP FM 84020. Distribution: Evasion / Disque-Office, 35, route Glâne, 1700 Fribourg, 037 / 24 62 61.

Nous comprenons les critiques d'Alex Périence sur les conditions de spectacle à la Fête de la brèche. Aucun spectacle, aujourd'hui, n'est possible sans subventions — et nous n'en avons pas. Les locaux disponibles et une organisation non professionnelle rendent les choses encore plus difficiles. Nous remercions d'autant plus tous les artistes d'avoir contribué au succès de cette fête et espérons faire mieux, avec eux, la prochaine fois!

Les organisateurs de la fête

ALEX PÉRIENCE

«blabla minimum, boum-boum maximum!»



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES!

LAUSANNE et VAUD

Halte à la torture, manifestation romande organisée à Lausanne les 7 et 8 décembre par Amnesty International.

Cathédrale de Lausanne
ve 7 déc., 20h30: concert: Bach, Haendel, Vivaldi, direction Jacques Pache. Prix: Fr. 10.—, 14.—, 18.—, 22.—, 26.—. Loc.: Théâtre municipal. Le concert sera suivi d'une veillée de solidarité sur l'esplanade.

Manifestation sa 8 décembre. 13h30: marche à travers Lausanne. 15h30, lâcher de ballons, place de la Riponne. 16h., Palais de Rumine: film *Le fils de ton voisin*, suivi d'un débat public. Exposition, stands d'information.

Musée des Arts décoratifs, 4, Villamont
jusqu'au di 27 janvier 1985, tous les jours de 10h à 12h et de 14 à 18h, le ma aussi de 20 à 22h: expositions *Jouets d'imagination d'ailleurs et d'ici* (dont d'étonnantes véhicules en fil de fer, boîtes de conserve et autres matériaux de récupération fabriqués par des enfants africains), et *La famille Monopoly — Jeux de profit et de collaboration* (pourquoi un jeu inventé en 1933 par un chômeur

américain a-t-il connu, au cours des décennies, un tel engouement et engendré autant d'imitations et de variantes?).

Collection de l'art brut, 11, av. des Bergières
La collection de l'art brut au Château de Beaulieu est dotée de nouveaux locaux depuis le 29 novembre. Jusqu'au 14 avril 1985, ma à ve de 10 à 12 et de 14 à 18h, sa et di de 14 à 18h: exposition *Gugging*. Quelque 200 œuvres issues de Gugging, "maison des artistes" de l'hôpital psychiatrique de Klosterneuburg, près de Vienne (Autriche), dessins remarquablement inventifs, indemnes de toute influence culturelle. En effet, à Gugging, grâce à deux médecins, l'art n'est pas réduit à un moyen thérapeutique, il est cultivé pour lui-même, sans égard aux critères de normalité, comme une exaltation de la personnalité singulière de ses auteurs.

Cabaret-théâtre des Faux-Nez, 5, rue de Bourg
du je 6 au me 12 déc., 21h: *Fawzi Al Aiedi* chante les poètes arabes d'aujourd'hui.

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon
lu 3 déc., 20h30: le groupe *Platine Heidelberg* (classique, rock, jazz, improvisation). Fr. 12.—,

ét., appr. Fr. 8.—. (024) 21 47 74.
du je 6 au sa 8 déc., 20h30: *François Silvant* dans "J'veux plus de crème dans les milles feuilles". Fr. 15.—. Loc.: (024) 21 01 21.

FRIBOURG

Théâtre du Stalden
ve 7 déc., 20h30: l'Action Theatre London/Bern présente *Heavy Scenes — 310 The Movie*, une parodie tonitruante sur les scénarios catastrophes du plus grand producteur de mythes actuel, Hollywood.

Rex, Ciné plus
du je 13 au di 16 déc., 18h15: *Crackers*, de Louis Malle (USA, 1983).

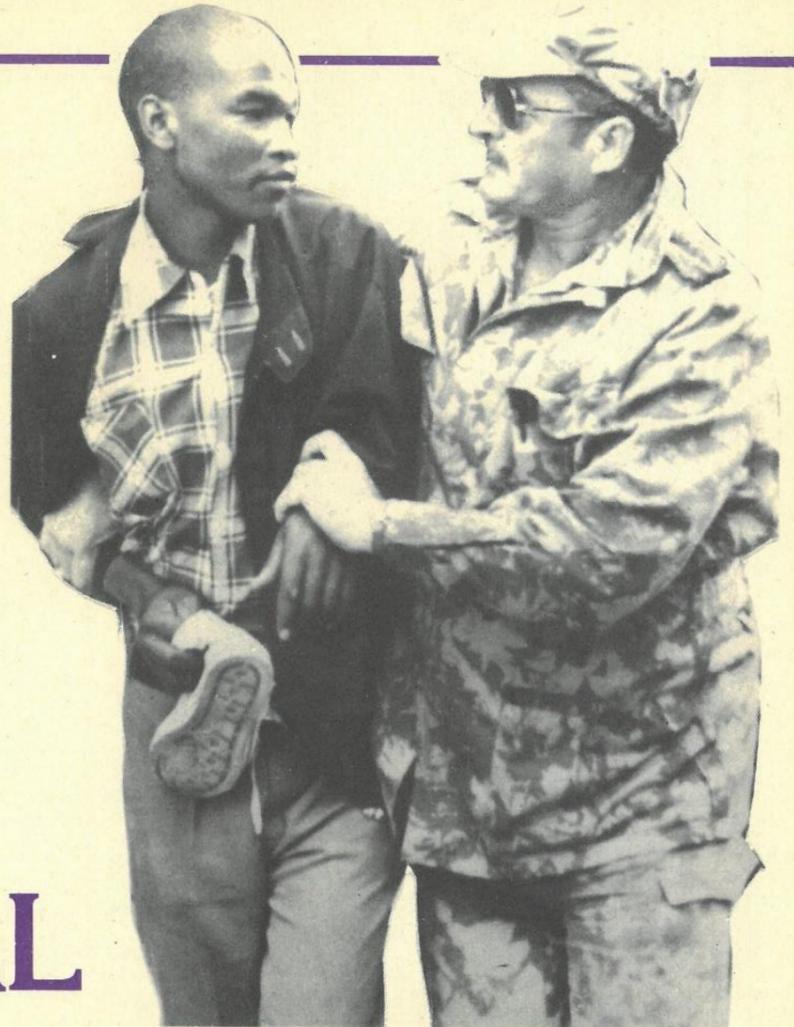
GENÈVE

Théâtre du 7ème, Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple
du me 12 au sa 15 déc., 20h30, sa 15 et di 16 déc., 17h: le Théâtre 2000 présente *Le satyre de la Villette*, de René de Obaldia.

Salle Simon Patiño, 46, av. de Miremont
ve 7 déc., 20h30: musique populaire roumaine par l'ensemble *Frunza Verde* ("feuille verte").
Alex Andrin

Afrique du Sud :

UNE GRÈVE GÉNÉRALE AU TRANSVAAL



Depuis la mi-août, l'Afrique du Sud est le théâtre de luttes de masse d'une grande ampleur. Elles témoignent de la croissance fulgurante des mobilisations de la population noire opprimée contre le brutal régime d'apartheid. Elles témoignent également d'un déplacement du centre de gravité de la résistance dans le sous-continent d'Afrique australe. Alors que les années soixante-dix furent marquées par la conquête successive de l'indépendance au Mozambique, en Angola et au Zimbabwe, les années quatre-vingts seront celles de l'affirmation de la force croissante d'un prolétariat noir en Afrique du Sud même. Ce déplacement intervient dans un contexte de difficultés importantes pour les nouveaux Etats indépendants de la région, frappés par la crise mondiale, la famine et la subversion fomentée contre eux par le régime d'apartheid.

On comprend mieux, dès lors, que la classe dominante sud-africaine cherche à se dégager des guerres sur ses frontières, notamment en Namibie. Il lui faut en effet consacrer toute son énergie pour contrôler le développement de la situation à l'intérieur du pays.

La préparation de la grève générale

Le déclenchement des mobilisations récentes est largement dû à l'exaspération croissante d'une classe ouvrière noire durement

touchée par les effets de la crise économique. Ce sentiment a été fortement stimulé par la farce électorale mise sur pied par le régime en août dernier. Farce à laquelle la population noire (deux-tiers de la population du pays) fut d'emblée exclue. En outre, et cela constitue un élément nouveau significatif, ces mobilisations ont impliqué, tour à tour, puis de façon unifiée, tous les secteurs de masse qui se sont formés durant la dernière décennie. Les étudiants et écoliers, les organisations communautaires et religieuses, les fronts politiques suscités par les mouvements de libération et,

enfin, le mouvement syndical indépendant noir, tous se sont retrouvés dans un front unique de lutte qui a réussi à paralyser l'espace de quelques jours l'une des régions les plus industrialisées du pays : le Transvaal.

Les écoliers, haïssant le système d'éducation discriminatoire qui leur est imposé, se lancèrent les premiers dans l'action. Ils furent suivis par les populations des quartiers noirs qui refusaient les augmentations de loyer et d'électricité imposées par les administrations locales. Ces administrations sont, en principe, élues et composées par des noirs. Ceci afin de créer un semblant de pouvoir noir sur le plan local. En fait, elles sont détestées et considérées comme des organes du régime.

La bataille de Sebokeng

Le 23 octobre, pour la première fois depuis 1960, 7000 soldats et policiers sud-africains occupaient trois villes noires : Sebokeng au sud de Johannesburg, Sharpeville, devenue célèbre depuis la fusillade qui tua une soixantaine de manifestants noirs en 1960, et Boipatong. Après avoir encerclé Sebokeng (160 000 habitants) d'un cordon de soldats armés de fusils d'assaut, la police fouilla 15 000 maisons. Le but était de trouver les "agitateurs" ayant organisé les mobilisations qui, durant sept semaines d'émeutes, virent la mort d'environ quatre-vingts personnes, toutes noires à l'exception d'un bébé blanc.

La quasi-totalité des arrestations opérées à Sebokeng relevaient de délits de droit commun. Aucune n'avait trait à la législation répressive sur la "sécurité interne". L'opération fut accompagnée d'une diffusion de tracts et d'autocollants sur lesquels on pouvait lire : "Que faisons-nous ici? Nous sommes ici pour instaurer une vie sociale normale, une scolarisation continue, des transports sûrs, la stabilité, une communauté en bonne santé et la distribution de nourriture."

L'utilisation de l'armée pour une opération de ce genre fut qualifiée par l'UDF (Front démocratiques uni) "d'acte de guerre ci-

vile". Cette organisation est un regroupement large réunissant des associations chrétiennes, des syndicats, des organisations communautaires, etc. L'UDF fut impulsé par des milieux proches de l'ANC (Congrès national africain), le plus ancien mouvement de libération sud-africain.

Dans une visite organisée après le raid de l'armée, des journalistes ont décrit le climat régnant à Sebokeng. "Les maisons de tous les conseillers (de l'administration locale, réd.) ont été détruites, de même que tous les commerces, car on considère que ceux-ci se sont octroyé un monopole sur les autorisations d'exploiter un commerce. (...) Dans le quartier le plus pauvre de la ville, la maison d'un administrateur politique local est une coquille dévastée. Comparée aux cabutes avoisinantes, sa demeure devait ressembler à une villa opulente. Elle avait un toit en tuiles et des sols couverts de catelles italiennes. C'est maintenant une ruine noircie, avec les restes calcinés de quatre voitures dans le grand jardin." (International Herald Tribune, 30 octobre 1984)

La grève générale résultat direct de cette opération de ratissage par l'armée.

Un large front pour la grève

Le lundi 5 novembre une grève générale régionale de 48 heures est lancée par un comité regroupant de nombreuses organisations anti-apartheid. L'appel à "rester chez soi" avait été diffusé au moyen de milliers de tracts qui déclaraient notamment : "Votre sueur, votre travail et votre énergie ont été abusés pendant des années et des siècles. Pendant des décennies et des générations, le sang de vos enfants a été répandu en vain dans la honte. Debout, vous les opprimés et les écrasés. Réveillez-vous, les opprimés et les exploités. Levez-vous, vous, les déçus et les bernés." (Le Monde, 7 novembre 1984) La plate-forme unitaire de la grève réclamait la suppression de l'augmentation des loyers, des tarifs d'électricité et du prix de l'eau. Elle appelait à la réintégration des licenciés, à la libération des personnes arrêtées, et deman-

dit l'acceptation par les autorités des revendications des écoliers noirs. Le mot d'ordre visait toutes les catégories professionnelles, les étudiants, tous "les travailleurs d'un pays uni qui n'a rien à vendre sinon ses chaînes. Le pouvoir au peuple."

La grève fut une réussite. Dans certains secteurs, comme le triangle du Vaal où les émeutes ont éclaté début septembre, elle mobilisa près de 90 o/o des travailleurs. La région est de Johannesburg fut particulièrement affectée. Plusieurs grands magasins n'ont pas fonctionné normalement. Les transports en commun ont été en grande partie paralysés. Au total, 250 000 écoliers sont restés chez eux.

Répression contre la FOSATU

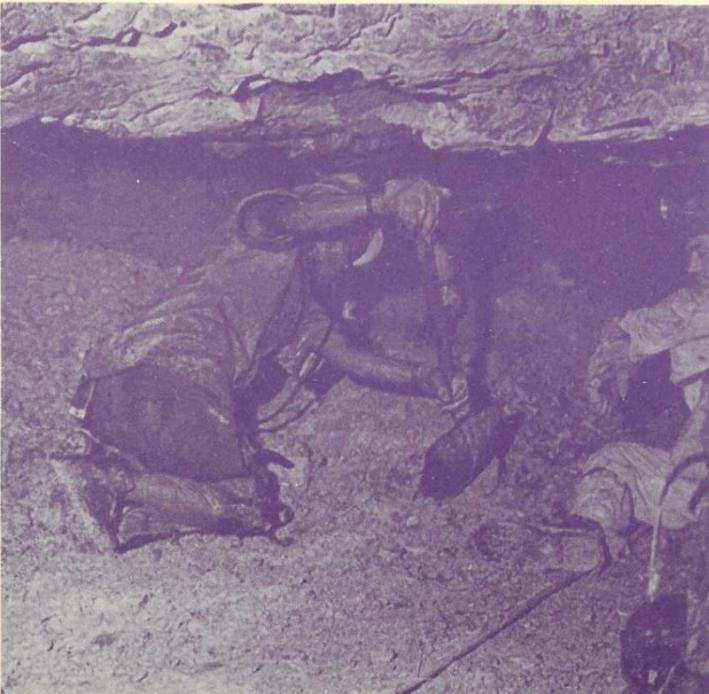
A la suite de la grève générale, le régime raciste a procédé à l'arrestation du président de la FOSATU, Chris Dlamini, ainsi que du président du syndicat du textile de la FOSATU, Bagi Solo. Il est indispensable de réagir et d'adresser des télégrammes de protestation à l'Ambassade d'Afrique du Sud, Jungfraustrasse 1, 3005 Berne. Les copies des télégrammes doivent être envoyées à la FOSATU, 2-5 Central Court, 125 Gale Street, 4001 Durban, République d'Afrique du Sud.

La réaction du régime ne se fit pas attendre. La première journée de la grève fut marquée par la mort de neuf personnes, suivie de six autres le lendemain. Des centaines d'arrestations frappèrent les dirigeants de la grève (voir encart).

Cependant le président du comité organisateur de la grève, M. Thami Mali, a pu déclarer : "Nous savons que nous avons le pouvoir entre nos mains et que nous pouvons l'utiliser comme bon nous semble." Il s'agit, maintenant, de développer la solidarité, entre autres avec les syndicats FOSATU et CUSA¹ qui ont été le fer de lance du mouvement.

A. Meylan

1. FOSATU : Fédération des syndicats sud-africains, fédération issue du nouveau mouvement syndical indépendant regroupant 130 000 adhérents. CUSA : Conseil des syndicats sud-africains.



Mineurs noirs dans une mine d'or en Afrique du Sud.